

UNIVERSITE DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

La Connexité en Procédure Civile

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 8 Mars 1938, à 13 heures 30

PAR

JEAN-PIERRE FOURCADE

PRÉSIDENT : M. MOREL, Professeur.

SUFFRAGANTS : M. SOLUS, Professeur.

M. ESMEIN, Professeur.



PARIS

LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN
F. LOVITON & C^{ie}

158 et 160, RUE SAINT-JACQUES

—
1938

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses : ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

La Connexité en Procédure Civile

La Connexité en Procédure Civile

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 8 Mars 1938, à 13 heures 30

PAR

JEAN-PIERRE FOURCADE

PRÉSIDENT : M. MOREL, Professeur.

SUFFRAGANTS : M. SOLUS, Professeur.

M. ESMEIN, Professeur.



PARIS

LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN
F. LOVITON & C^{ie}

158 et 160, RUE SAINT-JACQUES

—
1938



INTRODUCTION

1. — La connexité est un de ces mots qui, à raison de l'indigence du vocabulaire juridique français, ont dans notre droit des sens bien différents. Sans doute, du fait de son étymologie, vise-t-elle toujours une certaine interdépendance entre deux choses, un lien entre deux rapports. Encore faut-il préciser davantage la nature de ce lien, qui n'est pas identique dans chacune des branches du droit où on la rencontre, qu'il s'agisse du droit civil, du droit pénal, de la procédure civile.

En Droit Civil, la connexité se rattache plutôt à la naissance des relations juridiques entre les personnes du droit. Dans un contrat synallagmatique comme la vente, les obligations du vendeur dépendent de celles de l'acheteur et réciproquement celles de l'acheteur dépendent de celles du vendeur de sorte qu'elles se servent mutuellement de support. Dans le droit de rétention, il est nécessaire qu'il existe un lien entre la créance du rétenteur et la chose retenue : cette créance doit naître d'une dépense effectuée sur la chose elle-même ou à l'occasion de cette chose.

Au contraire en droit pénal, la connexité marque l'intégration des infractions l'une dans l'autre par l'analyse de la pensée pénale identique qui les a produites. Comme l'a écrit M. R. Garraud, dans son Précis de droit criminel, « le délit est connexe lorsque chaque fait ou chaque groupe de faits a le caractère de délits différents reliés entre eux par un rapport qui ne les empêche pas de conserver leur

individualité ». Ce lien est d'autant plus large que l'énumération légale de l'article 227 du Code d'Instruction Criminelle n'est pas limitative.

En Procédure Civile, comme nous le verrons, elle se rapporte au résultat juridique recherché, quelquefois confondu avec l'objet matériel mais plus souvent distinct, lui servant de titre.

Dans cette espèce de triptyque, le rôle de la connexité apparaît très variable puisqu'elle intervient, suivant les cas, dans des étapes différentes de la vie juridique.

Nous ne l'étudierons ni dans le droit civil ni dans le droit pénal. Elle nous fournit dans la procédure civile un domaine suffisamment vaste pour y exercer nos investigations. Nous nous limiterons à ce sujet : la connexité en procédure civile, en passant en revue successivement son importance et les définitions qui lui ont été données, ses éléments constitutifs et ses effets.

CHAPITRE PREMIER

Importance de la Connexité.

2. — A ne considérer la connexité que dans la procédure civile, nombreux sont les procès où se pose le problème de son existence. La raison en est que les parties veulent profiter de l'instance engagée pour faire résoudre par le juge les difficultés qui les séparent et sont ainsi amenées à multiplier les demandes annexes. Le demandeur cherchant à faire d'une pierre deux coups introduit, par voie de conclusions au cours de la procédure, des instances nouvelles à joindre à l'instance originaire. Le défendeur, ne voulant pas rester en arrière sur ce terrain, répond aux diverses prétentions de son adversaire par les moyens si variés que le Code de Procédure et la pratique mettent à la disposition des plaideurs.

On comprend alors que l'instance tende à devenir un véritable maquis où l'on a peine à reconnaître l'idée directrice qui a guidé le demandeur lorsqu'il a lancé son assignation. Le procès en se compliquant ainsi perd la clarté qu'il devrait posséder pour que bonne justice fut rendue.

3. — Toutes ces demandes annexes doivent-elles être admises selon le bon plaisir du plaideur et le hasard des circonstances ? Dans cette admission en justice des plaintes des parties, ne doit-on pas établir des règles protectrices des intérêts bien compris des plaideurs eux-mêmes et de ceux d'une bonne administration de la justice ? Une réglementation s'impose si l'on ne veut pas voir s'établir au

sein des tribunaux une anarchie préjudiciable à tout le monde : aux parties, aux juges, à l'ensemble des justiciables et enfin à l'intérêt général.

Les parties souffriraient de cette absence de règles parce qu'elles risqueraient de se trouver en face de demandes sans rapport les unes aux autres auxquelles il leur serait difficile parfois de répondre efficacement.

Les juges saisis des litiges les plus bizarres et les plus futiles échappés au préliminaire de conciliation auraient leur tâche considérablement compliquée au détriment d'une bonne solution des demandes.

Les justiciables n'obtenant, à raison de la lenteur avec laquelle s'avanceraient ces instances compliquées, que des décisions tardives, seraient gravement lésés dans leurs intérêts.

Enfin l'intérêt général pâtirait de cette anarchie. Le bouleversement des règles de compétence qui en résulterait et la désorganisation de l'appareil judiciaire marqueraient une nette décadence d'un des grands services de l'Etat.

4. — Il a donc fallu élever une barrière à l'humeur procédurière des plaideurs. Cette barrière, c'est la connexité qui la constitue en posant des conditions à la réunion des demandes.

Toutefois en établissant le principe, un double danger est à éviter. La limite ne doit pas être placée trop loin, c'est-à-dire que la connexité n'est pas à considérer d'une manière trop large, sinon les abus et dangers que nous venons de signaler réapparaissent. Cette barrière demande à n'être pas non plus placée trop près, la connexité ne devant pas être regardée d'une manière trop étroite, sinon la justice aurait à en souffrir, car les agissements que nous critiquons chez certains plaideurs n'ont pas toutefois que des inconvénients.

Réunir plusieurs demandes, faire statuer le juge sur des difficultés multiples, cela permet de soumettre au tribunal l'affaire dans son entier, de voir le pour et le contre, d'apprécier à leur juste valeur les attitudes et les prétentions des parties, d'où meilleure justice. Ainsi seraient également évités des pertes de temps et des frais onéreux, avantages considérables pour les justiciables qui hésitent souvent à recourir aux tribunaux devant l'importance des frais et la lenteur de l'instruction.

Enfin autre résultat obtenu : suppression du risque d'insolvabilité, le juge ayant alors la possibilité d'opérer la compensation judiciaire, véritable garantie de paiement.

5. — A raison des inconvénients présentés plus haut, ces avantages ne seraient pas suffisants pour faire admettre la réunion des prétentions des parties si des motifs juridiques ne venaient s'y joindre, pour donner à la connexité la coloration qui lui est nécessaire au point de vue du droit.

6. — Si notre notion a été admise depuis longtemps et à peu près partout, cela vient de ce que l'on attend d'elle la possibilité d'éviter la contrariété (1) des décisions judiciaires. La justice humaine étant loin d'être parfaite, les espèces qui se présentent devant elle étant fort nombreuses, les lois incomplètes ou ambiguës, les juges forcés de statuer en vertu de l'article 4 du Code Civil, ne rendent pas toujours des décisions semblables sur des points identiques. Les motifs juridiques qui les déterminent leur apparaissent avec plus ou moins de force, de sorte que, les circonstances aidant aussi, ils décident en des sens bien différents. La Cour de Cassation elle-même n'est pas à l'abri de ces variations et il lui arrive d'opérer des revirements de jurisprudence

(1) Cass. 4 décembre 1888 Sirey 1890. I. 445. Cass. 10 juillet 1929 S. 1930. I. 102. Cass. 21 octobre 1931. S. 1933. I. 137.

dont la gravité n'échappe à personne. Ces changements deviennent plus graves lorsque l'on se trouve en présence de deux demandes unies d'une manière étroite. Il en est ainsi lorsque les intérêts des parties se trouvent liés de telle façon qu'on ne puisse statuer sur l'une des actions, sans statuer en même temps sur l'autre par voie de conséquence.

Devant ces variations, il est logique de se demander si pour éviter une contrariété de décisions entre les deux actions, il ne serait pas préférable de réunir les deux demandes, dont on peut dire qu'elles sont connexes, pour qu'il soit statué sur les deux conjointement.

Tel est le premier fondement que l'on peut donner à la connexité.

7. — Il en est un autre extrêmement voisin, mais qu'il importe de distinguer : l'impossibilité ou la très grande difficulté d'exécution. Ce sont surtout les auteurs qui soutiennent cette opinion, car la jurisprudence, à l'exception peut-être de quelques cours d'appel, se rattache manifestement à la première.

Assurément, d'une manière générale, lorsqu'il y a contrariété de décisions, il y aura difficulté d'exécution ; mais la réciproque n'est pas vraie. Il peut y avoir difficulté d'exécution sans contrariété de décisions. Il n'y a qu'à supposer deux décisions relatives à une même personne et à de mêmes faits mais difficiles à exécuter.

C'est ainsi que la Cour de Cassation (2) le 14 janvier 1829, a déclaré que n'étaient pas connexes les demandes en liquidation et en déclaration de faillite d'une même société et cependant l'existence concurrente des deux jugements donnera lieu à de graves difficultés pour leur exécution.

(2) Dalloz 1829. I, 105.

De même la Cour d'Orléans, le 27 juin 1851 (3) a décidé que la demande en partage d'une succession et celle en partage de communauté ayant existé entre le défunt et son conjoint survivant n'étaient pas connexes. Pourtant qu'y a-t-il de plus inextricables que ces liquidations !

8. — La thèse de la doctrine est assurément plus large que celle de la jurisprudence puisqu'elle englobe plus de cas. Celle-là est plus près de la pratique que celle-ci, mais elle est moins juridique : la raison et le bon sens sont plus choqués par une contradiction entre des jugements rendus que par une simple difficulté d'exécution qui frappe moins les esprits. On saisit ainsi la différence profonde qui fait préférer l'une à l'autre. La préférence donnée est dictée par l'état d'esprit de chacun. Personnellement, comme il nous faut prononcer, nous opterons en faveur de la première pour les raisons suivantes :

Lorsque le législateur a dressé la liste des cas de requête civile et de cassation, il a bien mentionné celui de contrariété de décisions mais non celui de difficulté d'exécution. La loi ne s'occupe pas de cette dernière. C'est pourquoi il convient de s'en tenir à la contrariété de décisions qui seule a une existence légale en quelque sorte. Cependant il ne faudrait pas en déduire qu'à raison de ce fondement la connexité donne ouverture à cassation et à requête civile.

Par ailleurs, cette impossibilité ou difficulté d'exécution peut provenir d'une mauvaise application de la loi. Dans cette hypothèse, comme il y a violation de la loi, les parties n'auront pas à se plaindre de l'avoir mal utilisée. Il ne leur sera pas permis de demander le bénéfice du principe légal de la connexité pour corriger les conséquences de leur

(3) Sirey 1851. II. 779.

faute. Cette impossibilité peut aussi provenir de l'application de la loi elle-même si celle-ci se contredit dans ses dispositions. Il n'appartient pas à la Cour Suprême de faire office de législateur en rectifiant les lois imparfaites.

Dans ces conditions nous nous en tiendrons au fondement adopté par la Cour de Cassation. Il prête lieu certes, à bien des critiques, car il n'est pas sans doute parfait, mais tel quel, il est bien préférable à l'autre.

CHAPITRE II

Définitions de la Connexité.

9. — La connexité est une des notions procédurales les plus vagues que nous ayons dans notre droit. Le Code de Procédure civile ne donne pas sa définition et les textes législatifs postérieurs sont absolument muets sur ce sujet. Les rédacteurs du Code nous ont bien dit quels étaient ses effets, au moins d'une manière générale, mais ne nous ont nullement énuméré ses éléments. Cette carence regrettable du législateur de 1806 nous oblige à chercher ailleurs l'explication de ce terme.

10. — La pratique n'est ici d'aucun secours, car elle se contente généralement d'affirmer l'existence de la connexité sans jamais la démontrer ou l'analyser dans les conclusions déposées à la barre du tribunal.

11. — La doctrine s'en est préoccupée depuis longtemps, comme c'est son rôle d'ailleurs. On peut dire qu'il n'y a pas un Procédurier notable qui n'ait recherché la définition de la connexité. Aussi les définitions doctrinales sont-elles nombreuses. Un défaut commun à plusieurs d'entre elles est malheureusement leur manque de précision. Ce manque de précision est surtout visible chez les auteurs qui ont suivi presque immédiatement la promulgation du Code de Procédure Civile. Il est d'ailleurs excusable chez eux parce qu'ils avaient à déblayer et à étudier une masse considérable de textes nouveaux dont il fallait faire au préalable l'exégèse. Pour cette première période, la définition

qu'a donnée Merlin suffira. Il définissait ainsi, dans ses Questions de droit, la connexité « le rapport et la liaison existant entre plusieurs affaires qui demandent à être jugées par un seul et même jugement ». Cette définition n'indique aucun des éléments constitutifs de la Connexité.

Un peu plus tard, Berriat Saint Prix dit qu' « il y a connexité lorsque par son objet, une cause a tellement de rapport avec une autre cause soumise à un tribunal différent que le jugement de celle-ci pourrait influencer sur le jugement de la première ». Cette définition a le mérite de nous indiquer un des points essentiels sur lesquels repose notre notion, à savoir l'identité d'objet. Elle nous donne, par ailleurs, un des fondements de la connexité et nous montre la nécessité de la simultanéité de la saisine des deux tribunaux. Pour toutes ces raisons, elle constitue un progrès considérable sur celle de Merlin.

A peu près à la même époque, Thomine-Desmazures écrivait qu'il y avait connexité « lorsque deux demandes, sans être précisément formées pour le même objet dérivent du même fait ou du même acte et doivent se décider par les mêmes motifs et, en quelque sorte, l'une par l'autre ». Cet auteur assouplit d'une manière heureuse la notion d'objet et introduit un nouvel élément dans la connexité : la cause. Par là, il rapproche la connexité de la litispendance.

Au fur et à mesure que l'on avance au cours du siècle dernier les définitions deviennent plus claires et plus précises.

D'après Boitard « sont connexes deux demandes différentes mais qui sont l'une avec l'autre dans un rapport si intime, dans une liaison si étroite qu'il est utile et nécessaire de débattre toutes deux devant les mêmes juges, parce que les deux décisions venant à être rendues, l'exécution des

deux pourrait se contredire ». On voit ici la naissance, si l'on peut dire, d'un autre fondement de la connexité : la difficulté d'exécution, par opposition à la contrariété de décisions.

Vers 1870, un avocat général à la Cour de Bruxelles, M. Mesdach de ter Kiele a cherché à donner de la connexité une définition précise. « Il faut, disait-il, que les parties, dans les deux instances, soient les mêmes et que l'objet de l'une sans être le même que l'objet de l'autre, en soit au moins la conséquence ou s'y trouve compris, de sorte que la décision qui interviendra dans l'une doive avoir nécessairement sur celle qui sera prononcée dans l'autre une influence non pas seulement morale mais juridique ». Ce magistrat a vu avec assez de bonheur la délicatesse de la notion d'objet en connexité. Il a cherché à la rendre plus souple. Le conseiller de Paepe dans sa critique de cette définition a proposé une double connexité, l'une par l'identité d'objet, l'autre par l'identité de cause.

Dans leur dictionnaire de Procédure Civile, Rod. Rousseau et Laisney disent qu' « il y a connexité lorsque la deuxième demande est l'accessoire de la première et que les intérêts des parties se trouvent liés de telle façon que, statuant sur les uns, on statue sur les autres par voie de conséquence ; en d'autres termes, il y a connexité lorsque les deux actions jugées par des tribunaux différents pourraient donner lieu à une contrariété de décisions ». Eux aussi insistent sur l'influence des décisions l'une sur l'autre et mettent nettement en lumière le danger qu'évite la connexité, la contrariété de décisions.

Nous arrivons ainsi aux auteurs modernes.

Garsonnet pense qu'il y a connexité « lorsque deux demandes soumises à deux tribunaux différents, également

compétents, ont entre elles un rapport si étroit qu'on risque, en les jugeant séparément, de leur donner des solutions inconciliables ». Cet auteur ne nous donne malheureusement pas une explication de la nature de ce rapport qu'est notre notion.

MM. Glasson Tissier et Morel, dans leur traité de procédure, écrivent que « la connexité suppose deux affaires distinctes et qui, sans être nécessairement liées entre les mêmes parties, présentent de tels rapports entre elles que si les deux tribunaux rendaient deux jugements en sens contraire, il n'y aurait sans doute pas opposition de chose jugée, mais impossibilité de faire exécuter les deux sentences ». Dans cette définition, Glasson a soin de préciser que l'identité de parties, nécessaire en litispendance ne l'est pas en connexité. Il nous donne également un des fondements sur lesquels on peut asseoir la notion de connexité. On verra que, si sur le premier point, la jurisprudence admet que l'identité des parties n'est pas obligatoire, on a vu qu'elle ne partage pas l'opinion de ce savant professeur en ce qui concerne le deuxième point.

12. — Mais à côté de la doctrine, le droit comparé est susceptible de nous fournir des renseignements à condition de l'entendre dans son sens le plus large.

Le Code de Procédure Civile Italien, dans son article 98, admet que la connexité provient « per l'oggetto della domanda o per il titolo o fatto da cui dipende ». Il donne de notre notion deux sources différentes : l'objet ou la cause. Cette définition singulièrement précise a le mérite d'indiquer les éléments constitutifs de la connexité en s'appuyant et en partant de la litispendance. Elle bénéficie ainsi des progrès réalisés dans l'étude de cette dernière.

La Convention Franco-Belge du 8 juillet 1899, ayant pour

but de régler les rapports judiciaires entre la France et la Belgique décide que le renvoi pour connexité fonctionne entre ces deux pays et indique quelles sont les contestations qui doivent être considérées comme connexes. Ce sont celles qui procèdent de la même cause ou portent sur le même objet. Il est curieux de remarquer qu'elle admet les mêmes sources de la connexité que le Code de Procédure Italien. Cette analyse montre d'une manière frappante l'influence de la litispendance sur notre notion. Il est vrai que cette convention, œuvre de diplomates, n'a peut-être, au point de vue purement juridique, qu'une importance toute relative ; d'ailleurs la Cour d'appel de Paris (1) a décidé que l'article 59 § 2 du Code de Procédure Civile, pour ne citer que cet article-là, s'appliquait en dehors des cas de connexité énumérés par cette convention, entre belge et français.

13. — La jurisprudence, au milieu de ces efforts de systématisation, n'est pas restée en arrière. La Cour de Cassation et les Cours d'Appel ont participé à cette élaboration et peu à peu s'est dégagée une tendance jurisprudentielle analogue à celle de la doctrine et à celle du droit comparé, pour rapprocher la connexité de la litispendance tout en s'efforçant de l'en distinguer soigneusement : ce qui ne lui a pas été toujours facile. Il est arrivé à la Cour de Cassation de parler de même différend (2) alors qu'il s'agissait de deux procès connexes. La jurisprudence n'est donc pas d'une régularité parfaite ; des arrêts isolés semblent faire machine arrière en exigeant des conditions rigoureuses, mais, à ces exceptions près, la jurisprudence se reforme, plus ou moins consciemment, dans le même sens. Cela est

(1) Paris. 10 novembre 1904. S. 1907. II. 245.

(2) Cass. 11 mars 1872 S. 1872. I. 384.

heureux. Sans doute les tribunaux n'ont pas donné une fois pour toutes une définition en quelque sorte officielle de notre notion, mais nous en trouvons les éléments dans les décisions qu'ils rendent. Le rôle de la Cour de Cassation est donc ici prépondérant puisque les textes sont quasi inexistants. Il y a bien, dans le Code de Procédure, quelques articles relatifs à la connexité, mais ils ne traitent pas de la définition. Les articles 171 et 172 et quelques autres donnent, sur la procédure à suivre en cas de connexité, des renseignements d'autant plus précieux qu'ils sont plus rares. Grâce à leur analyse, on est arrivé à leur extraire tout ce qu'ils pouvaient nous fournir sur la conception de la connexité entrevue par le législateur de 1806. Nous aurons à utiliser ces textes surtout dans la dernière partie de cette étude.

CHAPITRE III

Le Rôle de la Cour de Cassation.

14. — Avant d'aborder le sujet de la détermination des éléments de la connexité, il faut auparavant se poser une question importante, dont la réponse aura sur notre étude une influence profonde. Nous voulons parler du rôle de la Cour de Cassation en notre matière.

Les auteurs ne sont pas d'accord sur la fonction à attribuer à la Cour Suprême. Tandis que les professeurs Bonfils, Garsonnet et Glasson considèrent la connexité comme une notion de fait dont l'existence est appréciée souverainement par les tribunaux inférieurs, le conseiller De Paepe la regarde comme soumise au contrôle de la Cour de Cassation. Certains auteurs ont cru résoudre le problème en faisant appel à la théorie des notions définies et non définies. Les premières étant seules précisées par la loi seraient également seules soumises à la censure de la Cour Suprême. Il s'agirait en effet d'appliquer le texte de loi qui y est relatif : or le rôle de la Cour de Cassation est justement de contrôler l'interprétation des lois faite par les juges inférieurs, afin de maintenir l'unité de législation ; au contraire, pour les notions non définies aucune interprétation de textes ne saurait avoir lieu. Le contrôle de la Cour n'aurait pas d'objet sur lequel elle pourrait s'exercer. Le juge du fait aurait une large liberté dans l'admission des motifs. Il en serait ainsi de la connexité, notion non déterminée par la loi.

15. — Outre que cette distinction n'est nulle part exposée

dans la loi et que rien ne fait présumer que le législateur ait voulu tacitement l'adopter, l'application de cette théorie peut conduire à des contrariétés de décisions sur des points identiques. Si le contrôle de la Cour de Cassation doit fonctionner, c'est bien sur les matières non définies par la loi. A raison de leur indétermination légale, elles sont sujettes à des interprétations variées, présentant entre elles des différences importantes : ce qui est préjudiciable au bon fonctionnement de la justice. Il convient d'assurer, ici comme ailleurs, l'unité de législation et d'autant plus fortement qu'il n'y a pas de limites aux conceptions, osées quelquefois, des juges du fait, faute de textes. Le tribunal de Cassation a été créé en 1790 pour assurer le respect de la légalité et l'unité d'interprétation de la loi. La Cour Suprême manquerait à son rôle, si en cette matière justement peu précise, elle ne surveillait pas les concepts, parfois bien divergents, que se font les magistrats inférieurs, de la connexité. Ce qu'elle a fait pour les articles 1382 et seq. du Code Civil, elle peut et doit le faire ici ; aucun texte ne s'y oppose. Cependant la Cour de Cassation n'a pas de règle bien ferme sur la question.

16. — Sans doute, lorsqu'il s'agit de poser le principe, elle déclare hautement que le problème de savoir si la connexité existe ou non dans le cas envisagé est une question de fait (1) qui relève souverainement des juges du fond. Mais lorsqu'elle passe aux applications, nous voulons dire aux cas concrets, la Cour de Cassation n'hésite pas à exercer son contrôle (2) et à décider si oui ou non il y a connexité. Il est curieux de remarquer qu'elle a été amenée à

(1) Cass. Req. 10 juillet 1929 S. 1930. I. 102. Cass. 7 mars 1904 S. 1905. I. 287. Cass. 14 janvier 1890 S. 1893. I. 460.

(2) Cass. 21 juillet 1900 S. 1901. I. 389. Req. 13 mars 1864 S. 1864. I. 224.

exercer cette censure à cause du rôle de juge du fait, qu'elle joue en matière de règlement de juges.

Etant donné que la connexité, comme la litispendance et pour les mêmes motifs, donne lieu au règlement de juges, elle a dû approfondir notre notion, de sorte que dans ses arrêts, nous possédons son analyse. La jurisprudence peut remplir, par là, d'une façon excellente, son rôle de suppléante du législateur. Les décisions de la Cour Suprême constituent en effet une source précieuse pour la détermination des éléments de la connexité.

17. — La Cour de Cassation belge n'a pas non plus de règles bien établies sur son rôle et a rendu des arrêts en des sens contradictoires. Au contraire, d'après De Paep la Haute Cour de Hollande a décidé formellement qu'elle devait connaître de la connexité parce qu'elle soulève une question de droit. Cette solution est certainement la meilleure au point de vue unité et développement harmonieux du droit et de la jurisprudence parce qu'elle limite les variations des juges du fond en ce qui touche l'existence de la connexité ; mais il est bien évident que tout ce qui est relatif à la recherche des faits constitutifs de notre notion doit échapper au contrôle de la Cour Suprême. Celle-ci accepte la matérialité des faits telle qu'elle s'est révélée aux yeux des premiers juges, puisqu'elle statue en droit seulement et non en fait. Elle n'a qu'à apprécier ces éléments au point de vue formation et existence de la connexité. Ce sont ces éléments que nous allons maintenant étudier.

PREMIÈRE PARTIE

Les Limites de la Notion de Connexité

18. — Lorsque nous avons passé en revue les diverses définitions que les auteurs ont émises sur la connexité, nous avons noté le rapprochement que l'on pouvait faire entre notre notion et la litispendance. Le conseiller De Paepe, considère même la connexité comme un « diminutif » de cette dernière. Les deux litiges sont, dans l'une et l'autre matières, unis par un lien d'une grande analogie.

Ce rapprochement va nous permettre de préciser la notion de connexité en utilisant les données de la litispendance. Il nous servira également pour opérer la distinction indispensable à faire entre ces deux théories. Nous allons donc analyser brièvement la notion de litispendance.

CHAPITRE PREMIER

La notion de litispendance.

19. — On a coutume, et la jurisprudence (1) et la doctrine sont unanimes en ce point, d'assimiler, quant à leurs éléments, litispendance et chose jugée telle que l'article 1351 du Code civil définit cette dernière.

La litispendance exige donc pour son existence « que la chose demandée soit la même, que les deux demandes soient fondées sur la même cause, que les deux demandes soient entre les mêmes parties, et formées par elles et entre elles en la même qualité ».

En un mot, il faut entre les deux instances, une triple identité de parties ayant la même qualité, d'objet et de cause.

Nous allons développer brièvement ces trois idées.

20. — La première identité nécessite la présence des mêmes parties dans les deux procès. Seulement doivent être considérées comme parties, sans doute les parties qui ont figuré personnellement dans les litiges, mais aussi celles qui ont été représentées, soit par des mandataires conventionnels ou légaux comme un tuteur, soit par leurs créanciers agissant en vertu de l'article 1166 du Code Civil.

Mais, et c'est là que l'on voit toute la finesse de l'analyse juridique, l'identité de parties entendue comme nous venons de le voir ne suffit pas, encore faut-il exiger l'identité de qualités. Une personne peut agir en sa qualité d'administrateur légal de son enfant mineur et en celle de

(1) Cass. 1^{er} juillet 1817 S. chr. à cette date.

membre d'une société. La personne physique est la même, mais la personne juridique est différente.

21. — La deuxième identité requise par la litispendance est constituée par l'objet. La chose demandée doit être la même dans les deux instances. Les auteurs qui ont travaillé sur la matière ont distingué dans cet élément trois aspects que, pour reprendre la terminologie des postglosateurs, on appelle *idem corpus*, *eadem quantitas* et *idem jus*.

L'*idem corpus* c'est la chose matérielle qui est en jeu dans les deux instances : un immeuble par exemple.

L'*eadem quantitas* exprime une idée plus complexe. Il faut supposer que dans un procès on réclame par exemple la totalité d'une terre et dans une autre demande, une partie seulement de cette terre. Il y aura identité d'objet entre les deux litiges si l'on s'appuie sur un même titre ou un même fait dans les deux cas.

L'*idem jus*, qui doit porter sur le même objet matériel, n'existe pas si l'on réclame, sur le même bien, un droit de servitude dans un procès et un droit d'usufruit dans un autre.

Lorsque l'on peut retrouver ces trois caractères de l'objet, dans les deux instances, l'identité de chose demandée est réalisée.

22. — Reste alors la troisième identité : celle de cause. Cette notion assez vague n'a pas ici le sens qu'elle possède dans la matière des obligations où elle est formée par le résultat direct en vue duquel le débiteur s'oblige. Elle varie d'ailleurs suivant la nature des contrats.

On donne généralement, de notre cause procédurale, la définition suivante : c'est le fait juridique qui engendre le droit que nous pouvons avoir à une chose ou sur une chose.

Comme l'a fait remarquer le professeur Capitant, tandis que la cause civile désigne le but en vue duquel l'obligation est contractée, la cause procédurale vise l'origine du droit.

Pour approfondir cette notion, nous allons dire quelques mots de chacune des principales théories qui ont été élaborées à son sujet.

D'après la première, la cause est constituée par le fait juridique qui forme le fondement direct et immédiat du droit.

Lorsque l'on demande la nullité d'une convention, la cause, dans cette doctrine, réside non dans le dol ou la violence mais dans le vice du consentement. Dol, violence, comme la minorité, l'interdiction, ne sont que des moyens, des *causae remotae* par opposition au vice du consentement, à l'incapacité — véritables causes, *causae proximae*.

Dans le deuxième système, pareille distinction entre la *causa proxima* vice du consentement et *causa remota* dol, n'est point faite. Le dol, la minorité ne sont plus considérés comme des moyens, mais sont élevés au rang de causes.

Les partisans de la troisième théorie soutiennent que la seule cause de la demande en nullité d'une convention est la nullité elle-même, qui fait obtenir le droit recherché. Les divers cas de nullité, dol, erreur, sont relégués au niveau de moyens comme dans le premier système. Mais tandis que celui-ci place l'objet de la demande dans la nullité, le troisième rétorque que l'objet est formé par la chose matérielle désirée — un immeuble si l'on demande la nullité d'une vente immobilière.

Cette imprécision de la notion de cause nuit à la théorie de la litispendance.

CHAPITRE II

Analyse des Eléments de la Connexité.

23. — La litispendance forme la limite supérieure de la notion de connexité. Nous allons reprendre chacun des éléments de la première et voir en quoi notre notion en diffère. Nous essayerons de déterminer ainsi la limite inférieure. Nous suivrons dans l'exposé de la question l'ordre que nous avons adopté ci-dessus.

Nous commencerons par le rôle que jouent les parties dans la connexité, pour continuer par celui de l'objet et achever par celui de la cause.

SECTION I. — LES PARTIES.

24. — La Cour de Cassation (1) déclare dans une espèce tranchée le 18 août 1840, que l'identité de parties n'est pas nécessaire pour que deux demandes soient connexes.

La Cour de Poitiers (2), le 16 mai 1894, constate que la connexité peut exister « encore bien que les parties qui figurent dans les deux instances ne soient pas toutes les mêmes ».

La Cour Suprême (3) le 19 juillet 1887, admet qu'il y a lieu à règlement de juges lorsque les deux demandes ont le même but et reposent sur la même cause, encore que les demandeurs ne soient pas les mêmes.

(1) Cass. 18 août 1840. S. 1840.1.836.

(2) Poitiers, 16 mai 1894. S. 1894. II. 245.

(3) Cass. 19 juillet 1887. S. 1888.1.80.

Cette même Cour (4) permet le règlement de juges lorsque les deux instances sont dirigées contre les mêmes défendeurs. Elle a donné cette solution les 4 décembre 1888 et 28 mai 1867.

Le 10 juillet 1929 (5) la Cour de Cassation admet qu'une Cour d'appel joigne, pour connexité, deux instances parce qu'intentées par les mêmes demandeurs.

La jurisprudence n'exige donc pas l'identité de parties pour la formation de la connexité. Il lui suffit de la seule présence des mêmes demandeurs, ou de celle des mêmes défendeurs. Par là la connexité différerait de la litispendance.

25. — Cependant, dans d'autres arrêts, les juges semblent décider qu'il faille identité totale des parties pour qu'existe la connexité.

La Cour d'Amiens (6), le 23 février 1822, dit que la connexité suppose l'identité des parties. Elle rejette en conséquence « pour absence de cette identité, la demande en jonction de deux instances en délivrance de legs intentées par des héritiers particuliers contre des héritiers présomptifs ».

La Cour de Bordeaux (7), le 13 mai 1833, n'est pas moins explicite lorsqu'elle déclare que deux instances ne peuvent être jointes qu'autant qu'elles ont lieu entre parties identiques.

Et la Cour de Cassation (8), le 1^{er} juillet 1817, se prononçant dans le même sens, refuse le renvoi de deux instances parce qu'elles n'ont pas une connexité parfaite entre elles et entre les mêmes parties. Plus près de nous, le 15 février

(4) Cass. 4 décembre 1888. S. 1890.1.445. Cass. 28 mai 1867. S. 1867.1.248.

(5) Cass. 10 juillet 1929. S. 1930.1.102.

(6) Amiens. S. chr. à cette date.

(7) Bordeaux, 13 mai 1833.

(8) Cass. 1^{er} juillet 1817. S. chr. à cette date.

1912 (9) elle exige pour autoriser le règlement de juges que les deux tribunaux en conflit se trouvent saisis de demandes connexes entre les mêmes parties.

26. — La contradiction entre ces deux séries d'arrêts est manifeste. Comment s'explique-t-elle ? Voici comment on peut espérer éclaircir cette opposition de doctrine.

A supposer que le tribunal admette la connexité entre les deux instances, il justifiera sa décision en s'appuyant sur l'identité de parties si elle existe.

Mais si nous supposons que les juges se prononcent contre l'existence de la connexité, ils s'empresseront d'étayer leur décision par l'absence d'identité des parties, quand elle n'est pas.

Cette argumentation ne doit pas faire illusion. L'identité de parties est un maximum qui rapproche la connexité de la litispendance. Seulement ce maximum n'est pas obligatoire. Lorsque les magistrats ne retrouvent pas cette identité de parties entre deux litiges, ils n'en prononceront pas moins la jonction ou le renvoi par connexité, s'il y a lieu, mais en s'appuyant alors sur l'identité des seuls demandeurs ou sur celle des seuls défendeurs qui constituent le minimum à exiger pour l'existence de notre notion.

27. — Les auteurs sont généralement favorables à l'admission de la connexité avec une identité partielle de parties. La Cour de Cassation de Belgique est depuis longtemps du même avis. La Haute Cour de Hollande, d'après De Paepe, ne se montrerait pas plus exigeante.

Par parties communes aux deux instances, il ne faut pas entendre seulement les personnes qui ont figuré personnel-

(9) Cass. 15 février 1912. S. 1912.1.312.

lement aux procès, mais encore celles qui ont été représentées.

28. — La théorie de la représentation doit trouver sa place ici. Grâce au principe de la représentation parfaite, les conséquences des actes passés par le représentant se produisent chez le représenté, comme s'il avait lui-même passé ces actes. Il en est de même en matière procédurale. C'est le représentant qui accomplit les formalités de la procédure et c'est le mandant qui perdra ou gagnera le procès. Par représentant, nous n'envisageons pas le cas de l'avoué, qui est un mandataire d'un genre particulier. Sa constitution devant les tribunaux de droit commun ne supprime pas la nécessité de la présence de la partie elle-même

La représentation peut se présenter sous trois formes :

Représentation conventionnelle, d'abord : c'est le cas du mandataire qui agit au nom et pour le compte d'une personne sans que celle-ci ait à intervenir. Le droit a d'ailleurs prévu cette hypothèse lorsqu'il a formulé la fameuse règle « Nul en France ne plaide par procureur ». Il est donc nécessaire que le représentant agisse au nom de son mandant. Cette condition n'est pas réalisée dans le contrat commercial de commission : il en résulte qu'entre le commissionnaire qui agit sans faire connaître le nom de son mandant et celui-ci, il n'y a aucune identité de personnes.

Représentation judiciaire, lorsque le tribunal nomme à la faillite un syndic, à une succession vacante un curateur, à un patrimoine sans maître, un administrateur.

Dans toutes ces espèces, il y a bien représentation ; le syndic, le curateur et l'administrateur n'agissent nullement pour leur compte, mais pour le compte d'autrui, *ès qualités*.

Représentation légale : le tuteur qui passe des actes juridiques pour le mineur ou l'interdit figure seul dans la

procédure, mais c'est le patrimoine du représenté qui en subira les conséquences. Le mineur, l'interdit, voient ainsi leur personnalité réduite, mais elle n'est pas confondue avec celle de leur mandataire légal.

Cette catégorie des représentants a un domaine très étendu puisqu'il faut y faire entrer l'importante théorie des ayants cause.

Nous ne visons nullement ici les ayants droit universels ou à titre universel qui succèdent au patrimoine ou à une partie du patrimoine de leur auteur après sa mort. La connexité, comme d'ailleurs la litispendance, exige au contraire de la chose jugée la coexistence de deux instances. Par conséquent les ayants cause à titre universel ne pouvant acquérir cette qualité du vivant de leur auteur, aucune identité de personnes n'est possible entre eux et ce dernier. Cependant une exception pourrait être notée : elle concerne les institués contractuels et les appelés à une substitution à raison de leurs droits de conservation.

Aucune identité de personnes ne peut exister, de même, entre les ayants cause à titre particulier et leur auteur, car à partir du jour de leurs acquisitions, ils deviennent des tiers à l'égard des actes passés par ces derniers. Il n'y a de dérogations à ce principe que dans des cas exceptionnels.

Les ayants cause qui seuls peuvent jouer un rôle dans notre notion sont les créanciers, parce qu'ils peuvent agir du vivant de leur débiteur. La coexistence de deux instances nécessaire à la connexité se rencontre dans cette hypothèse grâce surtout à l'article 1166 du Code Civil.

L'identité de personnes existera donc, bien que les parties ne figurent pas physiquement à l'instance, si elles y sont représentées. Il a été jugé que des créanciers pour-

raient être considérés comme présents dans une instance par l'intermédiaire de leur débiteur en faillite (10) ou qu'une société pourrait l'être par ses actionnaires comme par ses gérants.

29. — La jurisprudence ne se contente pas de cette identité de personnes physiques, qu'elles figurent personnellement ou non dans l'instance.

Certains arrêts mentionnent également la nécessité de l'identité de qualité chez les parties.

A cent ans d'intervalle, la Cour de Bordeaux (11) en 1833 et la Chambre des Requêtes en 1933 (12) posent en principe la nécessité de l'identité de qualité.

Serait-ce la même personne physique agissant en son propre nom, mais dans des qualités différentes, que l'on ne pourrait plus parler d'identité de parties. Tel serait le cas du plaideur qui, dans une instance, procède comme membre d'une société et dans une autre comme habitant d'une commune.

Il faut donc identité de personnes juridiques, et comme nous savons qu'une seule partie commune suffit pour assurer la liaison entre les actions, il sera donc nécessaire qu'elle plaide dans les deux en la même qualité. Mais il n'est pas indispensable qu'elle y figure en personne ; il suffit qu'elle y soit représentée. Le cas se présente assez fréquemment en matière de solidarité passive, la seule solidarité vraiment pratique.

Par conséquent, dans cette hypothèse de solidarité, on aboutira à admettre la connexité, par la présence d'une seule partie commune qui ne figure même pas au procès.

(10) Cass. Req. 13 mars 1864. S. 1864.1.224.

(11) Bordeaux, 13 mai 1833.

(12) Cass. Req. 2 août 1933. S. 1933.1.347.

Ce libéralisme dont fait montre la jurisprudence concourt puissamment à la bonne administration de la justice.

SECTION II. — L'OBJET.

30. — L'objet doit-il être identique entre les instances, en connexité comme il l'est en litispendance.

La Cour de Cassation paraît bien exiger l'identité de chose demandée pour l'existence de notre notion.

Nombreux sont les arrêts où elle décide qu'il y a connexité lorsque les deux instances ont le même objet. Elle le déclare encore le 7 avril 1936 (1).

A l'inverse, elle refuse d'admettre le règlement de juges ou la jonction d'instances pour connexité lorsque l'objet n'est pas le même dans les deux actions. La Cour Suprême s'est prononcée en ce sens le 2 août 1933 (2).

Pour apporter à notre exposé plus de précision, nous allons reprendre chacun des aspects sous lesquels apparaît l'objet. Nous voulons parler de l'idem corpus, de l'eadem quantitas, et de l'idem jus.

La Cour de Cassation admet pour notre notion les mêmes conceptions. Le 10 juillet 1929 (3) elle a considéré qu'il y avait idem corpus lorsque les deux litiges portaient sur les mêmes marchandises faisant l'objet de deux contrats d'assurances.

Déjà, le 14 janvier 1890 (4) elle avait pris une décision identique pour des marchandises qui faisaient partie d'un même chargement. La jurisprudence est donc certaine sur ce point.

Elle admet également la connexité pour identité d'objet

(1) Cass. 7 avril 1936. S. 1936.1.250.

(2) Cass. 2 août 1933. S. 1933.1.347.

(3) Cass. 10 juillet 1929. S. 1930.1.102.

(4) Cass. 14 janvier 1890. S. 1893.1.460.

lorsque, des deux réclamations, l'une porte sur la totalité d'une chose et l'autre sur une partie de cette chose. C'est l'*eadem quantitas* des postglossateurs. On en rencontre des exemples dans les décisions judiciaires. Telle était l'hypothèse soumise au contrôle de la Cour de Cassation le 19 décembre 1893 (5).

Enfin l'*idem jus* a son rôle à jouer. Généralement le droit contesté est le droit de propriété. Dans les espèces qui viennent d'être citées il en est ainsi. Ce conflit entre plusieurs personnes sur l'attribution d'un même droit sur une chose matérielle identique, forme le lien qui doit exister pour rendre connexes les litiges où ces parties figurent.

Mais, il importe de le remarquer, l'*idem corpus* et l'*idem jus*, pour reprendre ces expressions latines, sont inséparables. Si l'un d'eux manque, la chose demandée n'est plus identique. Seulement, conséquence du caractère de plus en plus spiritualiste que tend à prendre le droit objectif, l'*idem jus* a acquis la primauté sur l'*idem corpus*. Celui-ci a perdu de son importance au profit de celui-là.

31. — Cette évolution explique les formules, qu'à première vue on trouverait contradictoires, employées par la Cour de Cassation, dans ses arrêts. Celle-ci a soin de nous prévenir que pour qu'il y ait connexité il n'est pas nécessaire que l'objet soit absolument identique. Nous en trouvons l'indication dans l'arrêt du 5 mai 1829 rendu par la Cour de Cassation. Depuis la jurisprudence a toujours maintenu son principe.

Sans doute, lorsque la chose demandée est exactement la même, la Cour de Cassation a soin de s'appuyer sur elle pour prononcer la connexité, mais elle n'y attache pas une

(5) Cass. 19 décembre 1893. S. 1896.1.87.

importance exceptionnelle ; la grande idée à laquelle elle revient sans cesse et qu'elle n'a jamais démentie, c'est qu'il suffit qu'il y ait identité de question à résoudre dans les deux instances. Voici la formule que la Cour de Cassation emploie fréquemment dans ses arrêts :

« Attendu qu'il n'est pas nécessaire que l'objet des deux demandes soit identique, qu'il suffit que l'une et l'autre demandes reposent en sens contraire sur le même fondement, que leur succès soit subordonné à la décision d'une même question ».

Nombreux sont les arrêts où l'on retrouve cette idée. Par identité de question, il faut entendre la coexistence dans les deux litiges des mêmes faits à examiner, des mêmes actes à analyser, des mêmes conséquences à prévoir.

Dans les considérants de l'arrêt de Cassation (6) du 23 février 1876, on trouve : « Attendu que les instances intentées l'une à Paris par X... l'autre à Lyon par Y... soulèvent la question de savoir quelles sont les causes et les conséquences du retard de la livraison des deux dragues... Qu'il y a donc lieu à règlement de juges...

Dans une autre espèce, la même Cour (7) admet ce même règlement pour connexité : « Attendu, dit-elle, que les deux demandes ayant pour objet un règlement de comptes entre les parties, les mêmes questions doivent être examinées et résolues pour statuer sur l'une et l'autre actions ».

Dans un attendu de la Cour de Pau (8) du 12 juillet 1906 nous retrouvons cette idée : « l'ordonnance de référé et les jugements rendus ont non seulement statué sur des litiges

(6) Cass. 23 février 1876. S. 1876.1.165.

(7) Cass. 30 novembre 1891. S. 1892.1.77.

(8) Pau, 12 juillet 1906. S. 1906. II. 200.

connexes, mais sur la même question, à savoir le droit pour les époux B... de vendre des pins pour payer des dettes hypothécaires et l'étendue de ce droit ».

Cette identité de question doit donc s'apprécier d'après les éléments de fait qui se trouvent dans l'instance. Il est nécessaire de rechercher ce qui constitue en quelque sorte la base, le fondement de l'instance : il s'agira de connaître la nature du droit litigieux. Les deux contestations tranchées par la Cour de Poitiers le 26 janvier 1891, qui consistaient l'une en une action en validité de saisie arrêt et l'autre en une action en revendication des objets saisis arrêtés mettaient en cause le droit de propriété.

32. — Mais il convient d'éviter une erreur. Cette identité de question doit être relative au même objet matériel, à l'*idem corpus*. La simple similitude de questions de droit ne suffit pas. C'est pour avoir oublié ce principe que des plaideurs ont vu la connexité dans le cas suivant : Une Société, la société d'amélioration des voies publiques, prétendant avoir le droit de planter sur la route de Wetteren à Termonde (Belgique) avait intenté des actions contre divers propriétaires à qui elle imputait d'avoir porté atteinte à ce droit. Il s'agissait dans ces actions d'une même question de droit posée aux juges, de sorte que la Société demandait la jonction de ces litiges pour connexité. La Cour de Gand (9) la débouta avec raison de cette prétention. En effet quoiqu'il fût bien question d'un même droit, il ne s'appliquait pas aux mêmes propriétés. La violation du droit de planter pouvait se révéler différente suivant les parties. Les actions étaient bien semblables, elles n'étaient pas connexes. Il ne suffit donc pas que deux demandes présentent

(9) Gand, 4 novembre 1882. *Pasicrisis* 1883. II. 79.

des faits semblables à analyser et soulèvent des questions de droit identiques ; une base objective est nécessaire ; elle doit se rencontrer identique dans les deux instances. Un même droit, mais sur le même objet matériel.

Cette identité de question est indispensable. La Cour de Cassation a eu l'occasion de le décider le 22 juillet 1875 (10). Des questions connexes ne suffisent pas parce que les instances soulevant ces questions donnent lieu à statuer sur des questions distinctes. Prenons le cas de deux instances relatives aux mêmes faits de violence exercée sur des personnes différentes. On sait que la gravité de la violence doit être appréciée d'après le sexe, l'âge et la situation sociale de la victime. L'existence de ces actes de violence dans les deux instances constitue de simples questions connexes. L'exigence de l'identité de question est très normale. La Cour Suprême en ne demandant qu'une simple identité de questions s'est montrée très libérale ; mais il ne lui est pas possible d'élargir indéfiniment le domaine de la connexité. Le lien qui unit deux instances ne doit pas être trop lâche : une certaine communauté d'intérêts (11) entre les parties est nécessaire.

33. — Seulement cette question commune ne se laisse pas toujours découvrir facilement dans certains cas. Les apparences sont bien trompeuses : aussi faut-il approfondir les solutions que demandent les parties pour discerner le point de droit sur lequel le juge est requis de statuer. La formule employée par les plaideurs dans leurs conclusions ne doit point faire illusion. Quelle qu'elle soit, ce qu'il faut considérer, c'est le résultat juridique auquel on aboutira. La Cour de Cassation, à maintes reprises, a signalé cette

(10) Cass. 22 juillet 1875. S. 1875.1.415.

(11) Paris, 31 août 1808. S. chr. à cette date.

source d'erreurs. Dans un arrêt du 24 mai 1880 (12) elle a bien spécifié qu'encore que la formule employée ne soit pas identique, il y a néanmoins lieu à règlement de juges si les deux instances présentent à juger la question de savoir si un marché doit être ou non résilié.

L'on arrive à cette conclusion de l'étude de l'objet que, parti de cet élément considéré au point de vue plutôt matériel, nous aboutissons à une notion au caractère spiritualiste nettement marqué. C'est cette caractéristique qui distingue la connexité de la litispendance sur l'identité de la chose demandée : la première est conçue beaucoup plus largement que la seconde.

SECTION III. — LA CAUSE.

34. — La cause qui, nous l'avons vu, est obligatoire pour l'existence de la litispendance n'est pas nécessaire pour l'établissement de la connexité.

De nombreux arrêts de cassation sont en ce sens.

Le 13 mars 1864 (1) la Cour Suprême, tout en affirmant le pouvoir des juges du fait quant à l'appréciation des circonstances constitutives de la connexité n'en déclare pas moins que spécialement « peuvent être considérées comme connexes deux instances ayant le même objet, et dans chacune desquelles figurent certaines parties ». Dans l'arrêt du 2 juin 1885 (2) la Cour de Cassation dit qu'il y a lieu à règlement de juges lorsque deux tribunaux différents sont saisis entre les mêmes parties de demandes connexes comme se rapportant au même objet ». La Cour non seulement ne parle pas de cause, mais semble bien affirmer que dans

(12) Cass. 24 mai 1880. S. 1882.1.114.

(1) Cass. 13 mars 1864. S. 1864.1.224.

(2) Cass. 2 juin 1885. S. 1885.1.375.

l'espèce, la connexité provient du fait que les instances se rattachent au même objet. C'est ce dernier qui, à lui seul, constitue le lien.

Dans celui du 19 décembre 1893 (3) où il s'agissait de l'attribution à l'un ou à l'autre des plaideurs d'une partie du prix d'une cargaison, la cause n'était pas identique. Dans l'un des cas le demandeur faisait état d'une traite sur un failli qui l'avait acceptée, pour se faire reconnaître un privilège sur une partie d'une cargaison appartenant au failli. La cause résidait donc dans la traite ou mieux dans la créance qui y était mentionnée. Dans l'autre, le syndic de la faillite soutenait que la totalité des marchandises devait revenir à la masse des créanciers. La cause était, ici, le droit de propriété du failli. Donc causes différentes et cependant la Cour de Cassation n'en admit pas moins la connexité.

Malgré l'absence de causes identiques la jurisprudence accueille la connexité sur une simple unité d'objet.

35. — Toutefois, des auteurs soutiennent l'opinion qu'il existe une double source de notre notion. A côté de la connexité par identité d'objet, il y aurait celle qui viendrait de l'identité de cause.

Les arrêts ci-dessus analysés se rapporteraient à la première forme de liaison, et laisseraient intacte la seconde forme.

Il nous faut donc établir que cette deuxième conception n'est pas reçue par la jurisprudence.

La Chambre Civile de la Cour de Cassation (4), le 28 juin 1880, a refusé d'admettre qu'il y ait lieu à jonction, les deux demandes, bien que se rapportant au même titre, n'ayant pas le même objet. De la lecture de l'arrêt il pa-

(3) Cass. 19 décembre 1893. S. 1896.1.87.

(4) Cass. 28 juin 1880. S. 1882.1.448.

rait bien qu'il faille considérer le titre comme la cause procédurale. La Cour Suprême exige l'identité d'objet et néglige nettement celle de cause. Celle-ci ne peut produire à elle seule les effets que l'on attend de la connexité, tandis que nous venons de le constater un peu plus haut, l'objet est suffisant à lui seul.

La connexité reposant exclusivement sur l'identité de cause n'est pas admise par les juges.

36. — Pour essayer de justifier cette solution jurisprudentielle, nous allons reprendre la notion de cause dans chacun des trois sens qu'on lui a donnés et que nous avons vus plus haut quand nous avons étudié la notion de litispendance.

La cause peut être d'abord entendue dans le sens de *causa proxima* par opposition à la *causa remota*. Tandis que celle-ci ne constitue qu'un moyen comme le dol, l'erreur, la violence, celle-là forme la vraie cause, le vice de consentement. Admettre la jonction de deux instances sans identité d'objet mais relative à une même *causa proxima* est impossible. En effet les différents moyens : dol, erreur, violence, sont dissemblables : leurs conditions d'existence sont différentes. C'est ainsi que le dol doit normalement émaner du cocontractant et la violence peut provenir du fait d'un tiers ; seules leurs conséquences concordent, au moins dans certains cas, puisqu'ils produisent les uns et les autres la nullité. Doit-on admettre que cette seule conséquence identique soit suffisante pour créer un lien entre des procès ? Nous ne le pensons pas, car autrement il faudrait admettre la même solution pour l'incapacité de l'une des parties ou le vice de formes qui engendrent, eux aussi, la nullité. Or justement les partisans de cette doctrine considèrent le vice de consentement, l'incapacité des parties et le vice de

formes comme des causes distinctes qui ne peuvent pas créer un lien entre des procès où il y aurait par exemple d'un côté vice de consentement et de l'autre l'incapacité de l'une des parties. Pourquoi ne pas distinguer dol, erreur, violence, qui n'ont guère de commun que la nullité qu'ils engendrent ?

D'ailleurs la *causa proxima* ainsi entendue est une notion vague puisqu'elle englobe sous un même nom, vice de consentement, des faits aussi disparates que le dol, l'erreur et la violence.

Une deuxième doctrine considère séparément chaque vice de consentement, chaque vice de forme, chaque cas d'incapacité. La cause, ce n'est pas le vice de consentement in globo, c'est le dol, l'erreur, la violence ; ce n'est pas l'incapacité de l'une des parties considérée in abstracto, c'est la minorité, l'interdiction, toutes choses que la première théorie qualifie de moyens. Le reproche d'imprécision que nous adressions au premier système ne peut être fait au second, mais malgré la netteté de sa conception, la cause, minorité, interdiction, n'est pas plus indispensable. Il suffit d'examiner le cas d'un mineur qui aurait passé seul avec diverses personnes des contrats de vente d'immeubles différents. Dans les demandes en nullité de ces ventes, formées par le mineur devenu majeur ou par son tuteur, la cause est toujours la même : la minorité. Admettra-t-on la jonction de ces demandes ? Assurément non.

On pourrait modifier l'hypothèse et mettre à la place du mineur un interdit. La connexité par l'identité de cause n'existerait toujours pas davantage. Et cela se comprend. La minorité, l'interdiction sont certes, à l'origine des droits que l'ancien incapable ou son tuteur exerce. Mais la liaison essentielle à établir entre les deux demandes en nullité

pour qu'elles soient connexes ne peut provenir de la cause. Celle-ci est extérieure à la contestation, puisqu'elle existe en dehors de tout procès. Or la connexité ne peut porter sur des faits antérieurs à la contestation ; elle réclame pour son existence une identité de rapports qui soient inhérents aux procès. C'est cette identité qui manque ici. Il faudrait pour que les deux demandes en nullité soient connexes que le même immeuble soit en jeu dans les deux actions.

La cause entendue dans ce deuxième sens n'est donc pas indispensable à l'existence de la connexité. Ce n'est pas la conception que se fait de la cause une troisième doctrine qui doit la rendre nécessaire.

Ce troisième système, si nous reprenons l'exemple de la demande en nullité formée par le mineur devenu majeur, considère que la cause est constituée par la nullité elle-même. C'est elle en effet qui va permettre au mineur d'obtenir l'immeuble qu'il avait vendu dans des conditions illégales. Seulement il est facile de remarquer que cette opinion confond la cause ainsi entendue, c'est-à-dire la nullité, avec l'objet, tel que le comprennent les deux premiers systèmes, à savoir la nullité également. Nous dirons donc conformément à cette troisième doctrine qu'avec l'identité des parties ou la présence d'une partie commune, la connexité requiert, pour son existence, celle de l'identité de cause entendue dans le troisième sens. Le nom importe peu, seule la signification du mot est à prendre en considération. Que certains appellent cause ce que d'autres dénomment objet, du moment qu'il s'agit toujours de la même réalité sous des noms différents, la théorie de la connexité n'en saurait être changée. Comme la jurisprudence ne semble nullement avoir adopté cette terminologie, nous continuerons à parler, non pas de cause, comme la comprennent les partisans de

cette troisième théorie, mais d'objet tel que l'entendent les deux autres systèmes.

37. — La jurisprudence nous présente pourtant des arrêts où la cause est mentionnée. Cette indication ne contredit nullement notre opinion.

Chaque fois que les juges rencontrent l'identité de cause entre deux demandes connexes, ils la citent afin de donner plus de poids à leurs décisions. De même lorsque cette identité manque, les magistrats ne se font pas faute de s'appuyer sur son absence pour ne pas accueillir la connexité.

Ces affirmations ne doivent pas se voir attribuer une importance qu'elles n'ont pas en réalité. La mention de la cause est superfétatoire, parce qu'elle n'est pas nécessaire à la formation de la connexité. Elle pourra exister entre deux instances unies par ce lien, mais la présence pas plus que l'absence de son identité n'entraînent de conséquences.

Il y a là une grande différence avec la litispendance. Celle-ci demande l'existence d'une cause identique parmi ses éléments parce qu'elle a un effet restrictif. Elle tend à faire disparaître une instance sur deux. C'est pourquoi à raison de la gravité de cette suppression, la litispendance ne doit pas être admise facilement. Mais il n'en est pas de même pour la connexité qui produit un effet positif : la jonction d'instances. Ce résultat est beaucoup moins grave que le rejet d'une demande pour litispendance. On comprend alors que la jurisprudence se montre plus libérale envers notre notion.

CONCLUSION.

38. — La connexité nous apparaît comme une notion changeante. Dans les différentes hypothèses où elle se présente, elle ne revêt pas toujours les mêmes caractères. Elle

varie entre un maximum qui tend à la rapprocher de la litispendance aux trois identités et un minimum qui n'exige plus que deux conditions nécessaires et suffisantes : une partie commune et une question de droit portant sur le même objet matériel.

C'est cette variabilité qui seule explique les contradictions apparentes que l'on peut relever entre les différents arrêts de la jurisprudence.

Les tribunaux ont tendance à accumuler le plus d'identités possible, à noter le maximum de points communs sans trop chercher à distinguer ce qui est nécessaire de ce qui est superflu.

Cet excès nuit à la clarté de l'exposé de la théorie en ce qu'il donne à croire à l'existence d'éléments plus nombreux qu'ils ne sont en réalité pour la formation de la connexité.

Il est ainsi arrivé à la jurisprudence de refuser la jonction de deux instances pour non connexité en s'appuyant sur l'absence d'identité de moyens (1). On pourrait penser que cette dernière identité fût nécessaire pour l'existence d'un lien entre deux litiges.

La connexité n'est donc pas une notion stable comme celle de la litispendance. Celle-ci qui a des contours bien déterminés obéit à des règles fixes. Au contraire la connexité que le législateur n'a nulle part définie comprend une zone de cas limites dont on peut se demander s'ils sont bien connexes. La jurisprudence se refuse à se lier d'une manière définitive en donnant une définition ne varietur. Elle préfère procéder par espèces afin de mieux pouvoir plier ses décisions aux situations du moment.

(1) Cass. 4 juin 1817. S. chr. à cette date. Cass. 6 décembre 1875. S. 1876.1.165.

Faut-il cependant adopter les limites que nous avons indiquées au commencement de cette conclusion : limites que nous avons essayé de fixer en prenant pour base les arrêts des Cours de cassation et d'appel. Ces démarcations suffisamment larges englobent, peut-on dire, à peu près tous les cas de connexité que l'on est généralement d'accord pour admettre. Les restreindre serait rapprocher notre notion trop près de la litispendance, tandis que les élargir risquerait de faire perdre à la connexité tout caractère de précision suffisante. Or une certaine précision est nécessaire, ne fût-ce que pour éviter l'extension exagérée des effets de notre notion.

C'est à ces effets que nous arrivons maintenant.

DEUXIÈME PARTIE

Les Effets de la Connexité

39. — L'extension que la jurisprudence a donnée à la notion de connexité lui permet de remplir son rôle d'une manière plus adéquate. Elle a, en effet, pour mission essentielle d'éviter toute contrariété entre les décisions à rendre, conformément au fondement que nous lui avons trouvé.

La meilleure façon d'échapper à cet inconvénient est de faire statuer les mêmes juges sur les deux affaires par un seul et même jugement. Ces magistrats étant en présence de la question commune aux deux instances ne risqueront pas de la trancher en des sens divers comme ils pourraient le faire s'ils ne connaissaient que d'un seul procès.

On sera donc amené à apporter des dérogations aux règles légales de compétence pour attribuer la connaissance des deux affaires connexes aux mêmes juges, à proroger la juridiction de ces derniers.

Tel est le premier effet de la connexité.

Mais ce résultat suppose une mesure préalable : le dessaisissement du tribunal appelé à examiner le litige par application des règles de compétence. Il s'agit de l'importante formalité du renvoi qui provient, soit de l'exception de connexité, soit du règlement de juges.

A la suite du renvoi, deuxième effet de la connexité, les deux instances se trouvent devant le même tribunal. La coexistence des deux litiges devant la même juridiction peut

ne pas être d'ailleurs la conséquence d'un renvoi. Ils ont pu être portés directement devant elle en vertu des règles légales de compétence. Les juges prononcent alors la jonction de ces divers procès. Cette jonction d'instances est le troisième effet de notre notion.

Seulement les différentes demandes ne sont pas toutes en état d'être jugées. Les unes peuvent avoir leur instruction plus avancée que les autres, le tribunal pourra surseoir sur celles qui sont les plus proches de leur solution pour amener les autres au même stade de procédure. Ce sursis forme la quatrième conséquence de la connexité.

Nous allons les reprendre dans l'ordre. Nous étudierons d'abord la prorogation de compétence, puis le renvoi, la jonction d'instances et le sursis.

CHAPITRE PREMIER

La Prorogation de Compétence.

40. — Le bon sens aurait peine à concevoir des bouleversements profonds dans l'organisation judiciaire par le fait du jeu de la connexité. Les plaideurs courraient le risque d'aller devant des tribunaux à la procédure très compliquée et très lente. Des limites assez étroites ont donc été posées pour éviter justement de trop profondes dérogations aux règles de compétence établies par la loi.

Comme celle-ci, nous distinguerons la compétence *ratione personae* et la compétence *ratione materiae*, ces deux compétences n'obéissant pas aux mêmes principes.

SECTION I. — COMPÉTENCE TERRITORIALE.

41. — Le problème des relations de la connexité et de la compétence *ratione personae* est assez vite résolu. S'il est un cas où la prorogation de compétence peut être permise, c'est bien celui où deux litiges connexes sont devant deux tribunaux différents, du même ordre, de même nature et de même degré de juridiction. L'atteinte aux règles de compétence est réduite au minimum, ainsi que les inconvénients qu'elle peut présenter. D'ailleurs en posant les règles de la compétence *ratione personae*, la loi a eu en vue la protection des intérêts privés. Si ces intérêts exigent une modification des principes légaux, la prorogation de compétence permet de leur donner satisfaction ; elle remplit en même temps le vœu de la loi qui cherche à faciliter aux parties l'obtention de la justice la meilleure avec le moins de frais

possible. La jurisprudence et la doctrine sont unanimes à admettre cette solution qui n'est contredite par aucun texte législatif.

En conséquence, le renvoi pourra être ordonné sans difficulté d'un tribunal civil à un autre tribunal civil, d'un tribunal de commerce à un autre tribunal de commerce, d'un juge de Paix à un autre juge de Paix et d'un conseil de Prud'hommes à un autre conseil de Prud'hommes. Mais le problème est plus délicat en ce qui concerne les référés et la juridiction gracieuse : les cas de connexité que l'on y rencontre étant plus théoriques que pratiques. Nous examinerons ensuite la question de la possibilité de la prorogation de compétence en appel.

42. — Peut-on accorder compétence au magistrat des référés sur une affaire qui relève de la compétence territoriale d'un autre juge des référés de même nature à raison de la connexité. L'objection qui se présente immédiatement à l'esprit vient de ce que l'idée de renvoi, qui implique lenteur et retard, est en contradiction avec celle de l'urgence qui motive la juridiction des référés. Cependant, à raison du pouvoir d'appréciation qui appartient au juge et du fait que la prorogation de compétence est possible devant le tribunal dont fait partie le magistrat des référés, il convient d'admettre le jeu de la connexité et par conséquent, non seulement la jonction devant le même juge de deux référés connexes, mais également le renvoi d'un référé d'un magistrat à un autre de même nature. D'ailleurs, par la pratique des remises de huitaine à huitaine, cette faculté théorique se transforme facilement en réalité. On sollicitera cette remise à l'audience verbalement avec dépôt de notes entre les mains du juge si cette affaire est contradictoire.

43. — La réponse est-elle la même en ce qui touche les matières gracieuses ? Peut-on y parler de prorogation de compétence puisqu'en l'absence de tout adversaire et de tout litige il n'y a que le requérant qui puisse la demander ? Il serait mal venu de se plaindre d'avoir saisi le tribunal devant lequel il soulève l'exception de connexité puisqu'il dépendait de lui seul qu'il n'en fut pas ainsi. Il nous semble que le renvoi ne doit pas être admis pour les raisons suivantes :

Possibilité de rétracter les mesures gracieuses ouverte aux juges sauf lorsque cette mesure porterait atteinte à des droits acquis par des tiers.

Absence de toute autorité de la chose jugée qui ne s'oppose à aucune modification.

Motifs d'opportunité qui servant de base à la décision prise ne peuvent être appréciés sagement que par la juridiction spécialement désignée par la loi.

Impossibilité de soumettre la décision rendue par le juge gracieux à l'exercice d'une voie de recours si ce n'est le recours en cassation pour excès de pouvoir.

Au cas où une personne aurait à souffrir de cette solution, il resterait toujours à sa disposition la voie contentieuse puisqu'un intérêt même moral lui serait né par hypothèse. Mais il n'en est pas moins vrai que la simple jonction d'affaires gracieuses connexes pendantes devant les mêmes juges peut être demandée et prononcée sans qu'il soit besoin d'exiger l'identité de parties, si cette réunion permet de statuer avec plus d'équité. Pour nous résumer sur cette question nous admettrons la jonction d'instances gracieuses connexes devant la même juridiction et nous refuserons le renvoi d'un juge à l'autre.

44. — Reste la question de la connexité en matière

d'appel : nous verrons plus loin que l'exception doit être opposée *in limine litis* avant toute conclusion au fond (1) : l'application de cette règle entraîne l'interdiction d'opposer l'exception de connexité pour la première fois en appel et *a fortiori* devant la Cour de Cassation.

Ce motif amène à apporter à cette règle une dérogation lorsque le déclinaire pour connexité n'était pas possible en première instance (2). Il arrive en effet que par suite des règles de compétence *ratione materiae* aucun renvoi ne soit admis. Or les tribunaux d'appel présentent cette particularité d'être des juridictions supérieures à des tribunaux de nature différente. C'est ainsi que, des Cours d'appel, relèvent les tribunaux civils et les tribunaux de commerce et, des tribunaux civils, relèvent les juges de paix et les conseils de prud'hommes. Dans ces conditions, aucun reproche ne peut être fait aux parties de ne pas avoir opposé l'exception de connexité en première instance puisqu'aucune prorogation de juridiction n'était possible. Mais il convient de l'admettre en appel. Le renvoi pourra être demandé d'une Cour d'appel à une autre Cour d'appel, d'un tribunal civil à un autre tribunal civil, lorsqu'ils statuent en appel, si les deux litiges ne ressortissaient pas en première instance de tribunaux de même nature, ne relevant pas en appel de la même juridiction. Dans ce dernier cas, les causes viendront devant la même chambre d'un tribunal où la jonction sera permise.

Ces solutions conformes au bon sens et aux principes de la loi sont depuis longtemps admises par la jurisprudence.

L'appel soulève également un problème important sur lequel les juges ont pris nettement position, puisqu'ils sont

(1) Cass. 28 juillet 1897. S. 1898.1.40.

(2) Cass. 23 mars 1864. S. 1864.1.224.

unanimement pour exiger que les deux demandes connexes soient au même degré d'instances (3). Nous savons que la prorogation de juridiction est admise en matière de compétence *ratione personae* lorsqu'il s'agit des tribunaux ordinaires et du juge des référés. Cette conséquence de la connexité n'est possible que si les deux litiges se trouvent au même degré de juridiction, soit degré d'appel, soit degré de première instance. Le fait peut se présenter fréquemment devant le tribunal civil, juge d'appel et juge de premier degré. En cas de degrés différents aucun renvoi ni jonction entre les deux instances connexes ne sont permis. Cette impossibilité est fondée sur la règle du double degré de juridiction qui est d'ordre public. Les arrêts des Cours d'appel et de Cassation sont nombreux en ce sens (4).

45. — Devant les arbitres y a-t-il lieu de prononcer le renvoi ou la jonction de deux litiges connexes ? Tout dépend de la volonté des parties qui donnent aux arbitres leurs pouvoirs. Il n'est pas permis aux arbitres d'étendre la sphère de leurs attributions contre la volonté d'une seule des parties. Aucune jonction ni renvoi ne peuvent avoir lieu sans le consentement de tous les intéressés y compris les arbitres, libres de se déporter, s'ils voyaient leurs charges devenir trop lourdes.

L'article 1006 du Code de Procédure Civile qui exige que l'écrit dressé pour constater le compromis contienne l'objet de l'arbitrage, condamne l'application de l'article 171 du même Code dans notre matière, où tout dépend de la volonté des parties.

46. — Avant de passer à la compétence *ratione materiae*

(3) Cass. 27 janvier 1904. S. 1907.1.497. Cass. 25 novembre 1903. S. 1906.1.340.

(4) Cass. 11 mars 1872. S. 1872.1.384. Bastia, 22 janvier 1856. S. 1856. II. 213. Cass. 14 juin 1815. S. chr. à cette date.

quelques explications relatives à la clause attributive de compétence complèteront l'exposé de la question. Il arrive souvent dans le commerce que, soit dans les conventions, soit dans les catalogues et factures, figure une clause attribuant la compétence pour les contestations à naître du marché à un tribunal déterminé, celui qui est le plus favorablement placé pour la commodité de la partie économiquement la plus forte dans le contrat. Il n'y a pas lieu de s'occuper de la forme sous laquelle se présente cette clause. Quelle influence a-t-elle sur la prorogation de compétence lorsque le contrat qui la contient donne lieu à une contestation connexe à une autre instance ? Depuis très longtemps la jurisprudence (5) décide que le renvoi et la jonction des deux instances connexes pourront être ordonnés. Par conséquent le juge pourra, à la demande d'une des parties, se saisir de l'instance connexe dont, par application de la clause, il ne devait pas connaître. On assimile cette convention relative à la compétence aux règles légales de même nature qui sont fondées sur la volonté présumée des parties. Ayant le même fondement, tacite ou exprès, peu importe dans notre droit non formaliste, elles doivent subir les mêmes applications de la connexité en ce qui touche la prorogation de compétence.

SECTION II. — COMPÉTENCE D'ATTRIBUTION.

47. — La compétence d'attribution, à laquelle nous arrivons maintenant, nécessite des développements plus importants, à raison des différentes hypothèses qu'elle présente. Tandis que les règles de compétence *ratione personae* sont à peu près les mêmes pour toutes les juridictions

(5) Caen, 6 février 1926. S. chr. à cette date. Cass. 10 juillet 1929. S. 1930. 1.102.

de l'ordre judiciaire, il en est autrement en matière de compétence *ratione materiae*, où chaque tribunal a ses attributions limitativement énumérées par la loi tout au moins en ce qui concerne les tribunaux d'exception par opposition aux tribunaux de droit commun (1). Cette grande division légale nous fournit celle de cette section. Nous traiterons donc d'abord des tribunaux de droit commun, puis des tribunaux d'exception ; enfin nous ajouterons un troisième paragraphe qui s'occupera de matières spéciales comme les référés, les matières gracieuses.

LES TRIBUNAUX DE DROIT COMMUN.

48. — Grâce à leur plénitude de juridiction, grâce aussi à la règle que le juge de l'action est le juge de l'exception, qui s'applique à eux d'une manière presque absolue, les tribunaux civils voient leur compétence *ratione materiae* étendue d'une manière presque illimitée, du moins dans les matières non pénales de l'ordre judiciaire. Les Cours d'appel, à raison de la règle de l'identité de degré que nous avons étudiée à la section précédente, n'ont pas une compétence aussi étendue.

Puisque la limitation des pouvoirs des tribunaux civils résulte seulement de l'existence des tribunaux d'exception, leur incompétence n'est pas à proprement parler une incompétence légale de droit, mais plutôt de fait. S'il en est ainsi, rien ne s'oppose à ce que les tribunaux d'arrondissement connaissent des matières qui sont réservées normalement aux juridictions d'exception, lorsque des motifs pressants et considérables le demandent. Ces motifs, on les rencontre dans la connexité. Les avantages de celle-ci, le but qu'elle se propose, son souci d'éviter toute contrariété de

(1) Cass. Req., 13 janvier 1869. S. 1869.1.103.

décisions, constituent des arguments suffisants pour faire échec à cette incompétence des tribunaux civils. De fait, la jurisprudence a maintes fois eu l'occasion d'affirmer la possibilité (1) pour les tribunaux de droit commun d'étendre leur juridiction à des matières ressortissant normalement aux juges d'exception.

En matière commerciale deux arguments particuliers militent en faveur de notre solution : le premier nous est fourni par le fait que dans les ressorts judiciaires où aucun tribunal de commerce n'a été créé, c'est le tribunal civil statuant commercialement qui le remplace ; le deuxième provient de l'identité de juridiction d'appel pour les deux tribunaux civil et consulaire. En conséquence le tribunal civil pourra être saisi de chefs commerciaux, soit simultanément, soit successivement, sous forme de renvoi. De même il pourra voir sa compétence étendue à des demandes relevant habituellement du juge de Paix ou du Conseil de Prud'hommes, à la condition qu'il soit saisi d'un litige de sa compétence ordinaire connexe à ces chefs. Un cas fréquent se présente en matière d'accident du travail où le tribunal civil est saisi d'une demande de pension allouée aux accidentés ou à leurs ayants droit par la loi du 9 avril 1898 et de celle en remboursement des frais médicaux et pharmaceutiques normalement soumise à la juridiction du juge de Paix. Le renvoi d'une juridiction d'exception au tribunal civil d'une demande connexe à un chef civil est possible d'une manière générale. Il n'est fait exception à ce principe que pour certaines matières telles que les actions possessoires.

Ainsi donc le tribunal civil peut connaître en raison de

(2) Cass. 11 avril 1933. S. 1933.1.246. Cass. 21 octobre 1931. S. 1933.1.137. Cass. 24 février 1914. S. 1921.1.369.

la connexité de la presque totalité des instances que tranchent habituellement les juridictions d'exception.

LES TRIBUNAUX D'EXCEPTION.

49. — Les solutions sont différentes en ce qui concerne ces juridictions. Celles-ci voient leur compétence étroitement limitée par la loi. Elles n'ont reçu le pouvoir de décision que sur certains litiges de sorte que les autres échappent à leur contrôle. La connexité peut-elle étendre leur juridiction aux procès hors de leur champ normal d'activité ? A ne consulter que les principes généraux du droit, la réponse doit être négative. Elles sont composées, les unes de juges élus qui ont peut-être des connaissances pratiques approfondies dans une branche de la vie économique et une expérience consommée des affaires, mais auxquelles manque la finesse nécessaire, pour saisir directement l'esprit du droit ; les autres de magistrats sans doute plus rompus à la matière judiciaire mais malhabiles à trancher les causes complexes.

Les règles de compétence *ratione materiae* sont d'ordre public et il n'appartient pas à une partie de soustraire son adversaire à son juge naturel malgré sa résistance à raison de la connexité.

Le tribunal de commerce, le juge de paix et le conseil des prud'hommes ne peuvent aucunement (1) connaître des matières hors de leur juridiction. Par suite lorsqu'ils en sont saisis, ils doivent d'office se déclarer incompétents : chaque partie et le ministère public pourront soulever l'exception d'incompétence en tout état de cause, même devant la Cour de Cassation.

Les matières civiles doivent être obligatoirement portées

(1) Cass. 1^{er} avril 1914. S. 1914.1.345.

devant le tribunal civil. Alors celui-ci et la juridiction d'exception étant saisis, par hypothèse, d'instances connexes, cette dernière peut, si on le demande, prononcer le renvoi devant le premier. Elle ne cesse cependant pas pour cela d'être compétente pour l'instance dont elle se dessaisit pour cause de connexité : ce qui a son importance, si la demande de la compétence du tribunal civil disparaissait par suite de désistement, de péremption ou d'acquiescement ; le juge d'exception pourrait de nouveau trancher le litige de sa compétence.

Cependant la jurisprudence n'a pas toujours admis ces principes, en particulier pour les tribunaux de commerce qui relèvent, au point de vue appel, de la même juridiction que les tribunaux civils ; certaines décisions ont permis la prorogation de compétence de la part du tribunal de commerce pour des chefs civils connexes à des chefs commerciaux dont il était saisi. Mais elle n'a pas persisté dans cette voie. On peut citer toutefois en ce sens un arrêt de la Cour de Metz rendu le 21 avril 1818 (2) et un jugement du tribunal de Bourg (3). Cette opinion est encore soutenue par De Paepe, qui exige dans ce cas que les chefs commerciaux forment le principal et les chefs civils l'accessoire. De même des demandes reconventionnelles civiles ont été admises devant les juges consulaires saisis de contestations principales connexes « si le jugement de l'une et de l'autre demandes dépend de l'examen d'un compte à faire entre les parties et dont les éléments sont indivisibles » est-il dit dans un arrêt de la Chambre des Requêtes en date du 8 août 1860 (4). La Cour de Dijon (5) s'est prononcée dans

(2) Metz, S. chr. à cette date.

(3) Journal de Bourg, tome 10, page 8.

(4) Cass. Req. 8 août 1860. S. 1861.1.535.

(5) Dijon, 19 novembre 1894. S. 1896. II. 217.

le même sens quelques années plus tard. Le professeur Tissier, depuis conseiller à la Cour de Cassation, dans une note au *Sirey* sous l'arrêt de Dijon, a critiqué cette jurisprudence et a conclu, conformément aux principes généraux du droit, qu'il y avait lieu dans cette espèce à renvoi de la demande non commerciale devant le tribunal civil. Ces arrêts sont isolés. La Cour de Cassation se prononce formellement aujourd'hui en faveur de la solution du conseiller Tissier. N'est-ce pas d'ailleurs la solution même de la loi en ce qui concerne le juge de paix. L'article 11 de la loi du 12 juillet 1905, relative à la compétence des magistrats cantonaux déclare que si la demande reconventionnelle échappe soit par sa valeur, soit par sa nature à la compétence du juge de Paix, celui-ci doit renvoyer cette demande devant le tribunal compétent *ratione materiae*, soit seule, soit avec la demande principale si ces deux chefs sont indivisibles et demandent à être jugés ensemble. Cette solution légale, conforme aux dispositions générales du Code de Procédure civile sur la compétence d'attribution ne doit pas seulement recevoir application qu'en matière de justice de paix. Il faut l'étendre aux tribunaux de commerce et aux conseils de Prud'hommes.

Nous avons toujours supposé que le tribunal d'exception était saisi d'une matière de la compétence des tribunaux civils. A fortiori doit-on décider de même lorsqu'il est saisi de demandes relevant d'un autre tribunal d'exception de nature différente. Le juge de paix ne pourra pas proroger sa juridiction en matière commerciale, d'autant que pour lui l'article 1^{er} de la loi du 12 juillet 1905 est formel : il n'est compétent que pour les matières civiles. De même l'article 5 de la même loi l'empêche de connaître des matières prud'hommales, sauf si dans son ressort aucun con-

seil de Prud'hommes n'a été créé. Ces règles législatives n'ont sans doute été posées qu'à l'égard du juge de paix, mais on ne voit pas pour quelles raisons, des juges élus, comme ceux des autres juridictions d'exception, verraient leur domaine étendu à raison de la connexité.

Ni renvoi ni jonction ne sont possibles devant elles lorsqu'il s'agit d'une cause connexe de la compétence d'attribution d'un tribunal de nature différente. Toute prorogation de compétence *ratione materiae* est donc impossible devant eux, à l'inverse de ce qui a lieu devant les tribunaux de droit commun.

MATIÈRES SPÉCIALES.

50. — Il ne nous reste plus qu'à étudier la prorogation de juridiction en matière de compétence d'attribution devant les juges des référés et le juge du gracieux. La Cour de Cassation, à raison de son importance et de la place éminente qu'elle occupe dans l'organisation judiciaire mérite de faire ensuite l'objet d'un paragraphe spécial.

Les référés, existant en matière civile, commerciale et même, dans certaines hypothèses comme les warrants agricoles, devant le juge de paix, soulèvent les mêmes questions que les litiges soumis à la procédure de droit commun. Les mêmes solutions s'appliquent également et pour les mêmes raisons. La Cour de Cassation a eu l'occasion de déclarer le 25 juillet 1895, que le Président du tribunal civil tenant les audiences des référés n'est compétent que dans les matières dont peuvent connaître les juridictions de droit commun. Il y a donc assimilation entre le Président et son tribunal. En conséquence, la connexité doit produire les mêmes effets devant lui que devant la juridiction toute entière à laquelle il appartient. Le président du

tribunal civil, statuant en référé, a une compétence de principe (1) telle qu'il peut être saisi de toute instance relevant normalement de la compétence du président du tribunal de commerce ou du juge de paix statuant en référé. Par contre ces derniers n'ont compétence que pour les matières que la loi leur a accordées, de sorte qu'il leur est impossible de proroger leur compétence en dehors des litiges dont la connaissance leur appartient.

Mais la question de beaucoup la plus délicate est celle de savoir quels sont les rapports de la juridiction des référés avec le tribunal auprès duquel elle fonctionne, lorsque l'un et l'autre sont saisis d'affaires connexes. Doit-on pour cette raison permettre le renvoi pour connexité du juge des référés au tribunal dont il fait partie ? Car la réciproque ne saurait être envisagée. Les garanties que le tribunal tout entier offre aux plaideurs, garanties inhérentes au principe de la collégialité des juges, si fort en honneur en France, ne se retrouvent nullement chez le juge des référés statuant seul et rapidement. En tout cas, les raisons qui motivent le référé conduisent à répondre par la négative à la question posée. L'urgence exige qu'il soit vidé immédiatement. Il ne peut pas supporter les lenteurs préjudiciables qui constituent bien souvent devant les grands tribunaux une sorte de déni de justice ; les mesures que l'on demande au président d'ordonner ne peuvent admettre d'atermoiement. Le différend doit être tranché le plus rapidement possible ; une incompatibilité profonde existe donc entre les référés et les instances ordinaires, quoique le président connaisse des uns et des autres, comme président des référés et comme président du tribunal et que tous deux soient soumis au même

(1) Cass. 17 mai 1922. S. 1922.1.287.

juge d'appel. Il n'en pourrait être autrement même si le référé était introduit lorsque le fond est sur le point d'être jugé. Etant donné le caractère provisoire des mesures prises par l'ordonnance de référé, qui ne doivent pas porter préjudice au principal, aucune contrariété de décisions n'est à craindre. Ces arguments nous conduisent à admettre la même solution au cas où le juge des référés renvoie l'affaire en l'état devant le tribunal tout entier. Alors bien que les deux affaires connexes soient devant les mêmes magistrats, il n'en doit pas moins être décidé que la jonction des deux instances est à refuser à cause de la rapidité que nécessite la solution du référé.

A fortiori est-il impossible de renvoyer du juge des référés à un tribunal de nature différente, ou encore de nature identique mais différent au point de vue territorial.

Pour terminer cette question des référés, signalons la possibilité de joindre les appels d'une ordonnance de référé et d'un jugement admise par la jurisprudence (2). L'exécution provisoire de la première la permet sans danger pour le bénéficiaire.

51. — En matière gracieuse, les réponses doivent être différentes de celles que nous avons données pour le référé. Que ce soit devant les tribunaux civil ou de commerce ou devant le juge de paix, les raisons qui expliquent l'impossibilité du renvoi en matière de compétence *ratione personae* ont bien plus de force lorsqu'il s'agit de la compétence d'attribution. Aucune prorogation de compétence n'est possible ni même concevable ici ; le législateur a fixé étroitement le champ d'application des diverses juridictions gracieuses pour des motifs d'opportunité, que seuls

(2) Pau, 12 juillet 1906. S. 1906. II. 200.

les tribunaux déterminés par la loi peuvent apprécier d'une manière adéquate.

Que faut-il également penser des rapports du contentieux et du gracieux en matière de connexité ? La prorogation de compétence est-elle possible ? Nous pensons qu'il faut rejeter cette prorogation pour les motifs suivants :

Possibilité de modifier et de rétracter la mesure prise sauf certaines exceptions.

Absence de voies de recours, soit ordinaires, soit extraordinaires, excepté peut-être le recours en cassation pour excès de pouvoir.

Exercice de l'action en nullité principale analogue à celle des contrats toujours à la disposition des intéressés, puisqu'il n'y a aucune autorité de la chose jugée.

La juridiction contentieuse voit au contraire d'autres règles s'appliquer.

D'ailleurs l'article 171 du Code de Procédure Civile nous dit certes, que si la contestation est connexe à une cause déjà pendante en un autre tribunal le renvoi pourra être demandé et ordonné, mais peut-on parler de contestation en matière gracieuse où justement il n'y a ni litige ni adversaire ; par conséquent cet article 171 ne peut recevoir application ici puisque le cas envisagé ne se trouve pas prévu par la loi.

52. — Il ne nous reste plus à voir que les applications de la connexité en cas de Cassation. Devant la Cour Suprême, la connexité ne peut produire aucun renvoi puisqu'elle est unique, mais la jonction est-elle admissible ? Avant de trancher la question, il faut parler des éléments qu'exige la connexité devant cette haute juridiction. Etant donné qu'elle ne statue jamais en fait, il ne peut s'agir que d'identité de question de droit, c'est-à-dire d'identité de moyens de cas-

sation, mais cette condition réunie à celle d'identité de partie commune, telle que nous l'avons analysée permet la jonction de deux pourvois connexes.

Dans l'espèce qui s'est présentée le 2 décembre 1929 (1), elle a exigé que le pourvoi formé contre une même personne par deux adversaires différents à l'occasion d'un même arrêt reposassent sur un moyen identique, conçu en des termes semblables. Cette dernière solution toute imprégnée de formalisme ne paraît pas devoir être exigée. L'identité de termes s'est rencontrée dans le cas considéré, mais elle n'est nullement nécessaire.

Quoique la Cour de Cassation n'en ait pas posé le principe, sans doute parce qu'elle n'a jamais eu à trancher cette hypothèse, il faut décider que lors d'un renvoi après cassation, aucune prorogation de compétence ne peut avoir lieu devant aucune juridiction. La règle de l'identité de degré qui, nous l'avons vu, est expressément prescrite par la Cour Suprême elle-même ne peut pas recevoir application ici. Or il n'y a pas lieu de lui apporter une exception d'autant plus que nous sommes en présence de règles particulières spécialement édictées par le législateur. C'est ainsi que la présence simultanée devant une cour d'appel de deux instances connexes, l'une venant pour la première fois devant la Cour, l'autre par renvoi après cassation, ne peut produire aucune jonction. Mais il importe de le remarquer, ce n'est pas à cause du caractère solennel de l'audience où est jugée l'affaire renvoyée ; il a été admis par la jurisprudence que le caractère solennel de l'instruction n'avait en notre matière aucune influence. Toute prorogation de juridiction est naturellement impossible, qu'il

(1) Cass. 2 décembre 1929. S. 1930.1.134.

s'agisse de la compétence *ratione personae* ou de la compétence *ratione materiae*.

Indépendamment de ces cas normaux, il arrive parfois que la Cour de Cassation statue comme juge du fait. Il n'en est pas seulement ainsi dans le règlement de juges, mais également en matière de prise à partie lorsqu'elle est compétente pour en connaître. Normalement les tribunaux civils ressortissent des Cours d'appel tandis que les chambres de ces dernières relèvent de la compétence de la Cour de Cassation. Par conséquent au cas où l'on reprocherait aux uns et aux autres les mêmes faits, la Cour de Cassation, vu cette identité de question, se trouverait compétente pour les deux, à raison de la connexité. Les deux instances en prise à partie ne pouvant être séparées, la juridiction supérieure doit prévaloir sur l'inférieure et statuer sur le tout. Le tribunal civil ou plutôt les membres qui le composent seront jugés exceptionnellement par la Cour de Cassation. Il y aura donc, dans ce cas, prorogation de compétence au profit de cette dernière.

SECTION III. — LA CONNEXITÉ DANS LES RAPPORTS DES TRIBUNAUX FRANÇAIS AVEC LES TRIBUNAUX ÉTRANGERS.

53. — Pour terminer cet important chapitre, une brève incursion dans le droit international complètera nos explications sur la prorogation de juridiction. Nous avons toujours supposé jusqu'à maintenant que les tribunaux saisis de litiges connexes étaient français, mais il peut arriver que l'un d'eux soit étranger.

Comme en matière de litispendance, aucune prorogation de compétence ne peut être admise en connexité. La règle de l'indépendance réciproque des Etats, formulée à plusieurs reprises par la Cour de Cassation qui y fonde toutes ses

décisions relatives au droit international ne permet pas de dessaisir un tribunal d'un Etat au profit d'une juridiction d'une autre nationalité.

D'ailleurs, à supposer que le renvoi puisse être admis, à quelles lois devrait-on avoir recours pour déterminer les cas de connexité ?

On ne pourrait admettre le renvoi d'un tribunal étranger à un tribunal français, et inversement, qu'à la suite de conventions internationales, mais aucune n'a été conclue jusqu'ici par la France, à l'exception du Traité Franco-Belge du 8 juillet 1899 réglant les rapports judiciaires entre les deux pays.

Ce traité permet la prorogation de juridiction d'un tribunal français ou d'un tribunal belge en cas de connexité. Le renvoi est possible entre juges français et belges. Par conséquent l'article 171 du Code de Procédure Civile fonctionne pleinement comme si les deux tribunaux étaient français et non l'un étranger, et dans les mêmes conditions : ce qui est propre à faciliter l'administration d'une bonne justice. Cette convention fournit les cas de connexité pour lesquels elle s'applique (1).

Ce même traité donne compétence au tribunal saisi de l'instance originaire, pour toutes les demandes en garantie et en reconvention, sauf, exception toute naturelle, si le tribunal est incompetent *ratione materiae*.

Il permet donc le jeu de la connexité dans un domaine qui lui est généralement interdit : ce qui ne veut pas dire qu'elle n'y fonctionne jamais, mais elle y dépend des fameux articles 14 et 15 du Code Civil qui furent écrits à une époque où l'on ne cherchait pas à favoriser les relations

(1) Voir *supra* n° 12.

avec l'étranger. Dans leurs limites, elle peut remplir le rôle qu'elle possède d'ordinaire. Les demandes additionnelles reconventionnelles et en intervention seront possibles de la part d'un étranger qui pourra également se prévaloir de l'article 59 § 2 du Code de Procédure Civile.

Mais une condition est nécessaire à cette prorogation de compétence : les tribunaux français doivent être compétents pour en connaître, en vertu des lois nationales ou des principes généraux du droit.

CONCLUSION.

54. — Tels sont les principes qui régissent, en matière de connexité, la prorogation de compétence. Le domaine de cette extension de juridiction est donc assez limité, puisqu'il ne s'applique guère qu'à ce qui touche la compétence *ratione personae*, à l'exception des matières gracieuses. En ce qui concerne la compétence d'attribution, seules les juridictions de droit commun voient leurs pouvoirs augmentés. La connexité est en effet obligée de s'arrêter devant les principes de la hiérarchie judiciaire et de la limitation de la compétence des tribunaux d'exception aux matières qui leur ont été dévolues par la loi, car ces règles sont d'ordre public et il n'appartient ni aux juges, ni même aux parties de les transgresser.

CHAPITRE II

Le Renvoi pour Connexité.

55. — Le renvoi pour connexité a pour résultat de dessaisir d'un procès le tribunal compétent pour en connaître d'après les principes légaux. Il a pour but de permettre au tribunal de renvoi de statuer sur cette affaire et sur une autre qui lui est connexe par un seul et même jugement.

Il peut provenir soit de l'exception de connexité, soit du règlement de juges. Nous allons étudier ces deux modes l'un après l'autre.

SECTION I. — L'EXCEPTION DE CONNEXITÉ.

56. — Lorsque le Code de Procédure traite du déclinaire pour connexité, il suppose que les deux instances connexes se trouvent devant deux tribunaux différents. Il existe une autre hypothèse où, à notre avis, le renvoi doit être également ordonné : c'est lorsque les deux demandes sont devant deux chambres d'un même tribunal. Du silence du Code à l'égard de ce cas, il n'en résulte nullement qu'il ne faille pas admettre la même solution. L'article 171 a statué d'après le quod plerumque fit. Deux chambres d'un même tribunal doivent être considérées, au point de vue renvoi pour connexité comme deux tribunaux différents. Leurs membres ne sont pas les mêmes. Leur jurisprudence est parfois différente. Comment joindre enfin directement deux affaires inscrites à deux rôles différents. Il y a lieu à renvoi préalable d'une chambre à l'autre.

57. — C'est par un déclinatoire pour connexité que l'on demande au tribunal de se dessaisir pour pouvoir porter l'affaire devant le tribunal saisi de la demande connexe. Mais une question préliminaire se pose. A quelles conditions le déclinatoire peut-il être opposé ? Pour que l'exception fonctionne, outre l'existence de deux demandes connexes, il faut deux conditions.

Les deux procès doivent d'abord être devant deux tribunaux différents, compétents respectivement pour le litige dont chacun d'eux est saisi : car si l'un d'eux était incompétent, ce ne serait pas l'exception de connexité qu'il conviendrait de soulever, mais bien celle d'incompétence. Il ne s'agirait plus alors d'un renvoi d'un tribunal à un autre, mais d'un dessaisissement sans retour possible (1).

Ces deux tribunaux devront être saisis en même temps. On ne peut opposer l'exception de connexité devant une juridiction que si un autre juge a été au préalable saisi ; dans le cas contraire il serait impossible d'obtenir le renvoi que l'on recherche.

Par conséquent si l'un des tribunaux a déjà rendu son jugement à la date de l'exception de connexité, cette dernière ne pourra pas obtenir le renvoi. Cependant, pour plus de précision, il faut distinguer deux cas. Le jugement rendu est-il contradictoire ? Qu'il soit susceptible d'appel ou non, peu importe, le renvoi est impossible.

Mais si au contraire le jugement a été rendu par défaut, le déclinatoire pourra jouer son rôle lorsque le défaillant fera opposition.

Ces règles ne constituent qu'une simple application des principes généraux du droit. La saisine a donc une importance extrême.

(1) Angers, 19 janvier 1926, S. 1927. II. 81,

58. — A quel moment peut-on dire qu'un tribunal est saisi de sorte que l'exception de connexité puisse être opposée ?

Il faut ici encore opérer une distinction suivant que la question se pose devant deux tribunaux ou devant deux chambres d'un même tribunal.

Dans ce dernier cas, il existe un texte, les articles 25 et 63 du décret du 30 mars 1808, ainsi conçus : « S'il s'élève des difficultés soit sur la distribution, soit sur la litispendance ou la connexité, les avoués seront tenus de se retirer devant le président à l'heure ordinaire de la distribution. Le Président statuera sans forme de procès et sans frais ». La situation est simple, le déclinatoire n'a pas à être opposé car les deux chambres ne sont pas encore saisies. A Paris les avoués se contentent, en déposant leurs placets au greffe, d'indiquer qu'une affaire connexe est pendante devant telle chambre et de demander la distribution de ce nouveau litige devant la même chambre.

Il ne s'agit donc à ce moment ni d'une mesure contentieuse ni même gracieuse, mais d'une simple mesure de bonne organisation judiciaire, comme l'est l'existence du rôle.

Mais si au moment de la distribution, aucune demande n'a été faite et que deux chambres aient été saisies, l'exception pourra être soulevée ; les juges statueront à son sujet par voie contentieuse dans la forme d'un procès. Cependant il n'en pourra être ainsi qu'au jour fixé par l'avenir. A partir de ce jour-là on peut dire que les deux chambres sont saisies puisque l'avenir indique la volonté du plaideur de poursuivre l'instance en sommant l'avoué de l'adversaire de comparaître à l'audience de ce jour-là. Néanmoins des auteurs, se fondant sur des dispositions contenues dans

le décret du 30 mars 1808, ont soutenu que la saisine du tribunal n'était réalisée que lorsque les avoués avaient posé qualités, c'est-à-dire avaient conclu au fond. Cette thèse est difficilement soutenable, puisqu'en vertu de l'article 192 du Code de Procédure Civile, l'exception doit être opposée in limine litis avant le dépôt des conclusions au fond.

Nous sommes donc au rouet, comme disait Montaigne.

Reste le premier cas, théoriquement au moins plus important où il s'agit de la saisine de deux tribunaux différents. Il se pose ainsi : Une assignation est lancée devant le tribunal de X... ; la procédure s'engage devant lui. A ce moment l'adversaire répond par un ajournement devant le tribunal de Y... Le demandeur devant le tribunal de X... pourra-t-il soulever l'exception de connexité sous prétexte que le tribunal de Y... est saisi d'une affaire connexe dans laquelle il figure comme défendeur ou bien devra-t-il attendre que la procédure soit engagée devant le deuxième tribunal ? Nous sommes partisan de la première solution pour deux raisons. On admet couramment en pratique et en jurisprudence que le défendeur peut, si le demandeur ne poursuit pas sur son assignation, continuer l'instance engagée par son adversaire, en mettant soit ses propres conclusions, soit l'assignation sur placet qu'il déposera au greffe. A raison de cette possibilité nous admettrons que, sans attendre qu'avenir lui soit donné devant le tribunal de Y..., le demandeur devant le tribunal de X... pourra demander le renvoi en produisant la copie de l'assignation à lui signifiée.

Cette manière de faire a l'avantage d'avoir été approuvée depuis très longtemps. La clementine Cum lite fixe la saisine du tribunal au jour de l'assignation ou de la citation. Il n'y a pas de motifs de déroger à cette solution tradi-

tionnelle, mais la simple citation en conciliation, même si la non conciliation ou la non comparution est suivie dans le mois d'une assignation, est inopérante. Une assignation nulle ne vaut assurément pas saisine.

Pourquoi exiger qu'àvenir soit lancé lorsque deux chambres d'un même tribunal sont saisies. La raison de cette différence de solutions est tout à fait pratique. Lorsque les deux affaires sont portées devant le même tribunal, il n'est possible au défendeur de connaître la chambre à laquelle un litige a été distribué que grâce à l'avenir. Ce n'est qu'à partir de ce moment que l'exception de connexité peut être soulevée. Au contraire dans l'hypothèse de la saisine de deux tribunaux différents, dès réception de l'assignation, la défendeur voit s'il a intérêt à demander le renvoi.

Le demandeur est donc amené à dessaisir le tribunal qu'il a lui-même saisi pour porter l'instance devant un autre tribunal. Ce dessaisissement est-il possible ? L'article 171 du Code de Procédure Civile ne spécifie pas par qui l'exception doit être opposée ; il se contente de dire que le renvoi pourra être demandé. Dans le texte légal rien ne s'oppose donc à ce que le demandeur puisse le solliciter. D'autre part les avantages pratiques qu'il procure militent en sa faveur. D'ailleurs peut-on faire reproche au demandeur devant le tribunal de X... puisqu'au moment où il introduisait sa demande devant la juridiction de X... l'instance connexe n'avait pas encore été portée devant le tribunal de Y... ?

Pour éluder cette complication on doit permettre au défendeur devant le tribunal de X... de porter directement sa demande devant cette juridiction : on évitera ainsi des circuits d'actions fâcheux et préjudiciables aux intérêts d'une bonne justice.

59. — Nous venons de voir à partir de quel acte de procédure se produit la saisine du tribunal, nous allons montrer jusqu'à quel endroit de la marche de l'instance la faculté de soulever l'exception de connexité est ouverte.

Si l'on ne considérait que le fondement que nous avons donné à la connexité, à savoir la contrariété de décisions, on en déduirait aussitôt le caractère d'ordre public que l'exception devrait présenter, car la contrariété de décisions est toujours grave pour l'état social puisqu'elle implique une mauvaise administration de la justice et au moins une erreur dans l'interprétation de la loi de la part des magistrats.

Mais on préfère considérer les intérêts qu'elle vise à satisfaire ; or ceux-ci sont incontestablement d'ordre privé. Dans ces conditions la jurisprudence et la grande majorité des auteurs sont depuis longtemps d'accord pour ôter à notre déclinaoire tout caractère d'ordre public profondément marqué. Cette solution a été confirmée par le décret-loi du 30 octobre 1935, sur la procédure civile, qui a mis fin à toute discussion.

Désormais il conviendra de proposer le renvoi in limine litis, avant toute conclusion au fond (2). Bien mieux, le nouvel article 192 du Code de Procédure nous donne l'endroit exact où l'exception doit s'insérer. C'est après l'exception de *cautio judicatum solvi* et celle d'incompétence relative, car nous ne croyons pas qu'il soit nécessaire ici d'assimiler l'exception d'incompétence relative à celle de connexité. Le simple bon sens suffit à empêcher cette confusion : il est bien certain que le déclinaoire pour connexité est sans objet si l'incompétence a été admise par le juge.

(2) Cass. 28 juillet 1897. S. 1898.1.40.

Celle-ci doit donc être proposée avant le renvoi. D'autre part, la loi afin de ne pas retarder indéfiniment la marche de l'instance et pour mettre fin aux agissements de certains plaideurs qui s'abstenaient le plus longtemps possible de conclure au fond, a fixé encore plus strictement le délai. Quoique l'avenir de l'article 154 *bis* du Code de Procédure Civile soit par lui-même une barrière considérable élevée pour empêcher cet état de chose, le code a limité encore plus étroitement le délai, en décidant qu'aucune demande en nullité, fin de non recevoir, et autre exception ne pourrait être admise lorsqu'un jugement statuant sur l'une d'elles aurait été rendu ; par conséquent le renvoi ne pourra plus être demandé avant même qu'il ait été conclu au fond, ne fut-ce que banalement.

60. — Le renvoi doit donc être proposé au début de la procédure, mais devant quelle juridiction ? Est-ce la première saisie ou la seconde ?

Au commencement du XIX^e siècle, la jurisprudence avait adopté un système très simple, en quelque sorte mécanique ; c'était devant le tribunal saisi en deuxième lieu que l'on devait proposer le renvoi devant le premier (3). Pour savoir lequel des tribunaux avait été saisi le premier, il fallait se reporter à la date de la signification de l'assignation. Peu importait la date de la mise au rôle ou même celle fixée pour l'audience. Ce système n'est pas abandonné par la Cour de Cassation qui y recourt toutes les fois qu'il est impossible de faire jouer un des nouveaux critères qu'elle a adoptés depuis longtemps.

61. — Le premier se fonde sur le caractère principal (4)

(3) Cass. 22 janvier 1862. S. 1862.1.310. Cass. 6 avril 1808 et 8 février 1809. S. chr. à ces dates.

(4) Cass. 22 avril 1902. S. 1905.1.30. Req. 22 janvier 1862. S. 1862.1.310. Cass. 20 janvier 1820. S. chr. à cette date.

ou accessoire de chacune des deux demandes. Sur les deux litiges il arrive souvent que l'un d'eux soit plus important que l'autre. Les deux instances doivent être jugées par le tribunal saisi de la principale. Le mot principal ne doit pas être pris ici dans le sens qu'il possède lorsqu'on l'oppose à incident : l'antonyme est constitué ici par accessoire. La définition à donner de cette nouvelle notion n'est pas des plus faciles. Certes lorsqu'une des demandes englobe la seconde dans ses éléments, telle une demande en rectification d'un acte de l'état civil et une demande en réclamation d'état portant sur la même personne connexes entre elles, il est facile de voir que la seconde est plus importante que la première. Mais en dehors d'hypothèses de ce genre, que faut-il entendre par demande accessoire et demande principale ?

La Cour d'appel de Paris, le 9 mars 1813 (5), nous dit qu'il faut discerner quel est l'objet final de l'action et y placer le siège de la demande principale.

La Cour de Cassation, dans une espèce tranchée le 30 novembre 1891 (6) déclare que la demande principale est celle qui est la plus compréhensive et la plus générale.

Ces formules jurisprudentielles sont assez vagues. Il appartient au sens commun d'apprécier l'importance relative de chacune des demandes. Il en sera ici comme dans d'autres matières juridiques. En tout cas la demande accessoire n'est pas nécessairement liée à la solution de l'autre.

62. — Mais la Cour Suprême a un critère plus large qu'elle emploie lorsqu'il lui est difficile de dire quelle est l'instance principale.

Elle se fonde alors sur des considérations de bonne jus-

(5) Paris, 9 mars 1813. S. chr. à cette date.

(6) Cass. 30 novembre 1891. S. 1892.1.77.

tice (7) et sur les intérêts bien compris des plaideurs. L'hypothèse se présente lorsque des questions de preuve, des expertises à faire, des lieux à visiter exigent le rapprochement du tribunal saisi.

Il faut placer dans cette catégorie les cas de compétence ratione personae impérativement déterminés. La loi, pour éviter des fraudes et soustraire les parties économiquement les plus faibles au joug de leurs cocontractants, a fixé d'une manière formelle dans certains cas la compétence relative des tribunaux. En matière de vente d'engrais et d'amendements, le juge du domicile de l'acheteur est seul compétent ; en matière d'assurance terrestre la compétence est toujours d'ordre public ; en matière de faillite le domicile du commerçant en état de cessation de paiement fixe le tribunal compétent ; en matière fiscale, d'après la loi du 22 Frimaire an VII, chaque tribunal civil est seul compétent pour connaître des contestations prévues par la loi et survenues dans son ressort ; en matière d'ordre la jurisprudence est depuis longtemps fixée en faveur de la compétence (8) exclusive du juge saisi en vertu de la loi.

En un mot, comme le dit Carré (question 730) : « lorsque la loi a attribué spécialement la compétence de certaines contestations à un tribunal, c'est nécessairement devant ce tribunal que le renvoi doit être fait ». Nous devons ajouter que si deux compétences spéciales sont ainsi en conflit, aucun renvoi n'est possible : deux ordres connexes ne peuvent être l'objet d'un déclinatoire pour connexité.

Il peut arriver qu'une demande reconventionnelle connexe à la demande principale soit également connexe à une

(7) Cass. 14 février 1905. S. 1910.1.342. Cass. 13 février 1888. S. 1888.1.256. Req. 22 janvier 1862. S. 1862.1.310.

(8) Nancy, 21 décembre 1872. S. 1874. II. 16.

autre demande principale pendante devant un autre tribunal. Dans ce cas le conseiller De Paepe décide que la demande reconventionnelle doit attirer à elle cette demande principale connexe, à raison de la réalisation d'une meilleure justice que le renvoi permettra. Cependant il a été jugé qu'en cas de garantie incidente (9) le garanti ne pouvait pas profiter de la présence du garant devant le tribunal saisi de la demande qui donne lieu à garantie, pour former une instance connexe contre lui, comme par exemple une action en résolution. Mais un arrêt de la Cour de Cassation, en date du 6 décembre 1875 (10) a attribué compétence au juge saisi en deuxième lieu parce qu'il était saisi par ailleurs d'un litige connexe aux deux premiers. La volonté d'assurer une bonne justice explique et justifie la compétence de la juridiction saisie en dernier lieu.

63. — La nécessité de soulever in limine litis le déclinaire pour connexité devant le tribunal qui doit se dessaisir nous indique la réponse à donner sur le point de savoir si le tribunal peut l'opposer d'office (11). C'est une règle générale en procédure que toute exception opposable in limine litis n'est pas proposable par le juge. Cette solution qui doit recevoir application ici est confirmée par les termes formels et catégoriques de l'article 171 du Code de Procédure Civile qui nous dit que le renvoi pourra être demandé. Puisque pour être prononcé, il faut une demande et que le texte ne formule pas de réserves il s'ensuit que ce pouvoir n'appartient qu'aux parties.

Cependant un auteur, Poncet, a soutenu que le mnis-

(9) Toulouse, 25 mai 1831. *Journal des Avoués*, tome 43, p. 515.

(10) Cass. 6 décembre 1875. S. 1879.1.165.

(11) Cass. 22 janvier 1862. S. 1862.1.310. Cass. 5 juillet 1808 et 21 juin 1820. S. chr. à ces dates.

tère public pouvait demander le renvoi, ce qui serait conforme au fondement que nous avons trouvé à la connexité ; cet auteur est même allé plus loin puisqu'il a estimé que dans ce cas le renvoi était obligatoire pour le tribunal. Cette opinion est restée isolée parce que contraire à la loi.

Non seulement en effet le renvoi doit être demandé, mais il est facultatif pour les juges qui sont libres de l'accorder ou de le refuser suivant leur appréciation. Ils jouissent d'une large liberté puisqu'à raison du caractère de la connexité considérée comme étant du domaine du juge du fait, la Cour de Cassation s'abstient d'exercer son contrôle. Cette faculté pour les juges d'accorder le renvoi selon qu'ils l'estiment utile trouve sa confirmation dans le texte même de l'article 171 du Code de Procédure Civile : « le renvoi pourra être ordonné, y est-il dit ». L'emploi du verbe pouvoir indique suffisamment que les juges se détermineront d'après les circonstances.

64. — Le Code de Procédure Civile, dans son article 172, déclare que tout déclinatoire doit être jugé sommairement, c'est-à-dire, comme le pense la Cour de Cassation et contrairement à l'opinion du professeur Glässon en utilisant la procédure sommaire à raison du motif qu'il y a à statuer rapidement pour ne pas retarder la solution sur le fond. Cependant, quoique ce même article décide que le jugement du déclinatoire ne pourra être ni réservé, ni joint au principal, une solution contraire a tendance à prévaloir en jurisprudence. Se basant sur l'article 425 du Code de Procédure Civile qui, pour des raisons de rapidité, permet devant le tribunal de commerce de joindre le déclinatoire au fond, la Cour de Cassation généralise cette solution et l'étend aux autres juridictions, du moins lorsque la partie qui propose le déclinatoire pour connexité conclut en même

temps et subsidiairement sur le fond. Les juges peuvent alors statuer par un seul et même jugement, mais par deux dispositions distinctes, d'abord sur l'exception, ensuite, en cas de rejet de cette dernière, sur le fond.

Signalons qu'en vertu de l'article 83 du Code de Procédure Civile, le déclinatoire doit être communiqué au ministère public qui, à l'audience, donnera ses conclusions. De même la décision rendue est toujours susceptible d'appel lorsqu'il s'agit du renvoi, quelle que soit l'importance du fond. Cette solution indiquée par l'article 454 du Code de Procédure s'explique par la gravité qu'il y a de distraire un plaideur de ses juges naturels sans son consentement ; en matière de déclaration affirmative du tiers saisi, au cours d'une saisie-arrêt, le Code a admis la possibilité pour ce tiers de demander son renvoi devant ses juges, en cas de contestation estimée sérieuse par le tribunal. Ces articles 83 et 454 du Code de Procédure Civile ne s'appliquent à vrai dire qu'à l'exception d'incompétence et c'est par une extension, dont le droit nous offre bien des exemples, qu'ils sont appliqués à la connexité. Les motifs qui sont à la base de l'incompétence *ratione personae* valent pour notre notion.

SECTION II. — LE RÈGLEMENT DE JUGES.

65. — Il existe, comme nous l'avons dit plus haut, une autre source de renvoi que l'exception de connexité : le règlement de juges.

Le Code de Procédure Civile, dans son article 363, ne prévoit le règlement de juges que pour la litispendance, mais les raisons qui motivent ce recours en litispendance amènent à admettre cette voie de recours pour la connexité (1).

(1) Cass. 22 avril 1902. S. 1905.1.30.

Il s'agit en effet d'éviter une contrariété de décisions préjudiciable aux intérêts des plaideurs. Sans doute cette contrariété est-elle moins prononcée en matière de connexité, où elle ne permet ni le recours en cassation ni la requête civile, qu'en litispendance, mais il n'en importe pas moins que, dans l'intérêt d'une bonne justice, un seul tribunal soit saisi des deux affaires connexes.

L'article 363 du Code de Procédure civile indique la juridiction compétente pour connaître du règlement de juges. D'un mot on peut la désigner : celle qui dans l'ordre judiciaire et dans son ressort se trouve être la supérieure commune aux deux tribunaux saisis. Mais parce que les rédacteurs du Code de Procédure Civile n'ont prévu que certains conflits, des difficultés ont surgi pour d'autres. A leur sujet, des auteurs, en distinguant connexité et litispendance, ont échafaudé des théories assez fragiles qu'il importe d'étudier.

66. — D'après le texte, le règlement de juges fonctionne entre Cours d'appel, tribunaux civils et justices de Paix. Mais de longue date, il a été admis en cas de conflits entre tribunaux de commerce (Cassation 6 avril 1808 (1) et entre tribunal civil et tribunal de commerce (Cassation 20 juillet 1815 (3)). Cette extension du règlement de juges était raisonnable, mais un auteur, Victor Foucher (4) a voulu opérer une distinction entre litispendance et connexité et a décidé que si cette dernière suffit pour donner lieu au règlement de juges entre deux tribunaux civils « il n'en peut être de même lorsque l'un est un tribunal consulaire parce que, bien qu'il puisse y avoir des rapports entre l'une et

(2) Cass. 6 avril 1808. Journal des Avoués, tome 18, p. 815.

(3) Cass. 20 juillet 1815. Journal des Avoués, tome 18, p. 807.

(4) Lois de la compétence, tome V, p. 46.

l'autre cause, elles n'en doivent pas moins être jugées séparément à cause de leur nature diverse, commerciale et civile. Le mode de procéder est différent devant les deux juridictions, d'autres principes y sont admis : la qualité des parties n'y est plus souvent la même. Le renvoi des deux affaires devant l'une des deux juridictions saisies aurait pour résultat de confondre tous les principes et de faire juger par le tribunal civil des matières commerciales et vice versa ». Cette opinion a reçu l'adhésion du professeur Chauveau.

La meilleure manière de la réfuter est de rappeler que la Cour de Cassation admet depuis longtemps la compétence du tribunal Civil sur des matières commerciales. Cette théorie s'explique par les tendances du temps où le tribunal civil n'était pas admis à statuer sur des chefs connexes de la compétence du juge de paix ou du tribunal de commerce.

67. — Des difficultés se sont également élevées en cas de conflit entre un tribunal civil et un juge de paix : la Cour de Rouen, partant du fait que le juge de paix ne relève pas d'elle en appel en avait conclu le 3 février 1818 (5) qu'il appartenait à la Cour de Cassation seule de trancher le conflit. Certains auteurs poussant cette nouvelle théorie jusqu'à ses plus extrêmes conséquences avaient été amenés à soutenir l'opinion d'après laquelle, en cas de litispendance d'une affaire non sujette à appel, c'était à la Cour de Cassation qu'il appartenait de connaître du règlement de juges parce que l'on ne pouvait saisir d'autre tribunal supérieur qu'elle. Conception absurde, contraire au texte même de l'article 363 du Code de Procédure Civile qui pré-

(5) Rouen, 3 février 1818. *Journal des Avoués*, tome 18, p. 833.

voit lui-même le cas d'un conflit entre juges de paix ne ressortissant pas au même tribunal civil, mais se trouvant dans le même ressort de Cour d'appel. Celle-ci doit connaître du règlement de juges et cependant elle ne connaît jamais en appel des sentences des juges de paix. En matière de connexité ces auteurs se heurtaient à des difficultés insurmontables puisqu'ils se trouvaient en présence de deux instances et non plus d'une seule.

68. — A côté du règlement de juges, l'ordonnance du mois d'août 1737 a prévu ce qu'on appelle l'indication de juges qui fonctionne lorsqu'un seul tribunal a été saisi. Dans la connexité, lorsqu'une demande incidente a été rejetée par le tribunal, au lieu de saisir la juridiction compétente pour en connaître et de recourir le cas échéant au règlement de juges on s'adresse immédiatement, pour éviter ces frais et ces lenteurs, à la procédure d'indication de juges. Cette solution permet d'obtenir satisfaction directement.

69. — Une autre difficulté s'est présentée devant la jurisprudence à l'occasion d'un conflit entre juges gracieux. Puisque l'article 363 du Code de Procédure parle de différend, c'est qu'il suppose qu'il y a contestation, litige, donc adversaire. Le règlement de juges est donc impossible en matière gracieuse où il n'y a aucun litige et aucun adversaire. Ce syllogisme juridique paraît très fondé : au point de vue droit il est impeccable. La Cour de Cassation a adopté cette solution dans un arrêt ancien. Elle a cassé une décision de la Cour d'appel de la Guadeloupe qui avait admis le règlement de juges pour trancher le conflit né entre deux nominations de tuteurs à la même mineure par deux conseils de famille siégeant dans des ressorts de tribunaux civils différents. Le règlement de juges étant estimé

impossible en matière gracieuse, la seule solution dans cette hypothèse pour sortir de cet imbroglio est celle qu'indique le professeur Carré (6) dans une consultation donnée en 1818 pour un cas identique. Les deux tuteurs doivent se faire défense mutuellement de s'immiscer dans la tutelle en s'adressant à la juridiction contentieuse où le règlement de juges et le pourvoi en cassation pour contrariété de décisions sont possibles.

Le conflit peut également s'élever entre une instance gracieuse et une instance contentieuse connexes. Il suffit qu'un simple contradicteur se présente pour que l'instance gracieuse se transforme en contentieuse. Le conflit peut donc assez facilement survenir. Se résoudra-t-il par un règlement de juges ? La Chambre des Requêtes de la Cour de Cassation, dans un arrêt du 11 avril 1910 (7) où il s'agissait de nominations d'un curateur à succession vacante, a admis l'affirmative. « Attendu qu'il n'est pas admissible, dit-elle, que les parties intéressées ne puissent juridiquement prévenir par la voie de cette procédure les mesures contradictoires auxquelles elles seraient exposées par la coexistence de deux juridictions concurremment saisies. Que cette coïncidence et l'identité du but à atteindre suffisent pour constituer le conflit, que s'il en est ainsi notamment lorsqu'il s'agit de fixer le lieu d'ouverture d'une faillite, il ne saurait en être différemment lorsqu'il s'agit de déterminer le lieu d'ouverture d'une succession ».

Dans l'espèce envisagée, quoique les parties ne fussent pas les mêmes parce que l'on se trouvait en présence d'une décision gracieuse qui ne comporte qu'une seule partie, on peut considérer qu'il y avait litispendance, si l'on peut em-

(6) Carré et Chauveau.

(7) Cass. 11 avril 1910. S. 1913.1.508.

ployer ce mot en matière gracieuse. La décision de la chambre des Requêtes est avantageuse pour les parties.

En est-il de même en cas de connexité ? Certes la procédure à laquelle est soumise l'affaire gracieuse, les larges pouvoirs accordés aux juges gracieux et les motifs d'opportunité qui déterminent les magistrats des chambres du Conseil engagent à rejeter la possibilité du règlement de juges entre une instance gracieuse et un litige connexes. Cependant les avantages qui résultent de l'admission de la procédure du règlement de juges, l'identité du but à atteindre comme dit la Cour de Cassation incitent à admettre cette voie de recours. Nous l'admettrons d'autant plus facilement que dans le cas contraire, le conflit des intérêts en présence se résoudrait en une instance contentieuse. A ce moment le règlement serait possible. Pour éviter ce long périple nous pensons qu'il vaut mieux accueillir le règlement de juges pour connexité entre matières gracieuse et contentieuse.

70. — La juridiction compétente pour le règlement de juges est saisie par voie de requête. C'est seulement lorsque celle-ci est admise, que le demandeur pourra assigner le défendeur devant cette juridiction. Elle ne peut être saisie si l'une des contestations connexes a déjà été terminée par un jugement passé en force de chose jugée. Le règlement de juges est alors impossible. La Chambre des Requêtes l'a encore décidé le 9 février 1927 (8).

Cependant il faudrait apporter exception à ce principe lorsque le règlement est admis à l'égard d'une matière gracieuse. Les décisions gracieuses ne sont pas en effet considérées comme ayant l'autorité de la chose jugée.

Le renvoi est opéré comme en matière de déclinatoire

(8) Cass. Req. 9 février 1927. S. 1927.1.176.

pour connexité soit devant le tribunal premier saisi, soit devant celui qui est compétent pour la demande principale, soit devant celui qui permettra d'obtenir une meilleure justice. Les juridictions ont pleine liberté à ce sujet. Elles se déterminent suivant les circonstances. Elles pourraient parfaitement refuser le renvoi si la prorogation de compétence ne peut avoir lieu. Remarquons que la Chambre des Requêtes statue exceptionnellement comme juge du fait lorsqu'elle est saisie d'une demande en règlement, cas assez rare qui mérite d'être noté.

CHAPITRE III

La Jonction d'Instances.

71. — La jonction d'instances se présente sous des formes variées qui exigent chacune une étude spéciale. Leurs conditions d'existence sont différentes. Les actes de procédure auxquels elles donnent lieu sont dissemblables. Nous allons examiner dans les pages suivantes, d'abord les demandes additionnelles et reconventionnelles, puis les demandes en intervention, ensuite les demandes formées en vertu de l'article 59 § 2 du Code de Procédure Civile et enfin les demandes principales connexes.

SECTION I. — LES DEMANDES ADDITIONNELLES ET RECONVENTIONNELLES.

72. — Le demandeur, son assignation lancée n'est pas lié d'une manière définitive ; il lui est possible de modifier ses premières prétentions, soit en les augmentant, soit plus rarement en les diminuant. On voit tout de suite le danger que ces modifications présentent pour le défendeur. Sous couleur de rectifier ses premières conclusions, l'assignant pourrait aboutir à demander aux juges tout autre chose que ce qu'il demandait primitivement ; et dans ce cas à quoi les prescriptions légales touchant l'indication de l'objet dans l'assignation serviraient-elles ? Pourquoi imposer un préliminaire de conciliation qui s'avèrerait inutile par la suite ? Les règles de compétence risqueraient fort de rester inappliquées. Le défendeur ne pourrait être en mesure de pré-

parer sa défense dans l'ignorance des demandes de son adversaire. La mauvaise foi se trouverait ainsi favorisée. Cette manière de faire permettrait enfin de porter atteinte à la règle bien connue « Nul en France ne plaide par procureur » puisque rien n'indiquerait le nom du véritable titulaire du droit exercé.

La loi, à moins de se mettre en contradiction manifeste avec elle-même, ce qui serait déraisonnable, n'a pu admettre une liberté complète d'action de la part du demandeur. Elle lui permet sans doute d'apporter des modifications à sa demande originaire, mais encore faut-il que ces changements s'y rapportent directement, qu'ils n'en soient qu'un développement ou un aménagement. Il est nécessaire qu'intéressant les mêmes personnes juridiques, ils se rattachent au même objet matériel, qu'ils poursuivent le même but, qu'ils mettent en jeu la même question ; en résumé qu'il y ait connexité. A cette condition les demandes additionnelles seront permises. Le demandeur ne sera pas enchaîné par l'objet étroit de son assignation et le défendeur sera à l'abri des surprises, sachant à peu près ce qu'on lui demandera.

73. — Le défendeur de son côté peut avoir des prétentions à faire valoir. Pour savoir s'il y a lieu d'admettre toutes ses demandes sans distinction, un bref historique de la reconvention est nécessaire.

Il suffira de rappeler que pratiquées tardivement en droit romain postclassique sous le nom de *mutuae petitiones*, les demandes reconventionnelles furent fort en honneur en droit canonique, qui les admettait largement au point de réunir des demandes sans aucun rapport ; mais elles ne s'établirent dans le droit coutumier que fort lentement. Celui-ci, archaïque, ne semblait permettre dans le procès

qu'une seule question, comme le vieux droit romain et en conséquence refusait toute demande reconventionnelle. Peut-être sous l'influence du droit ecclésiastique le droit coutumier eut-il connu assez tôt un large développement de la reconvention si la patrimonialité des charges n'était venue y mettre obstacle. Aussi les Parlements du Nord de la France multiplièrent-ils les conditions, n'admettant que les demandes reconventionnelles servant de défenses à la demande principale et connexes avec elle. Cependant, à la veille de la révolution, il s'était dégagé au Châtelet de Paris une théorie souple et nuancée sur l'admission de ces demandes. Elles devaient constituer une défense au fond ou être connexes à l'action principale, ou enfin permettre la compensation judiciaire.

En 1789 on se trouvait donc en présence de trois systèmes : l'un étroit, celui des Parlements du droit coutumier, un autre très large, celui du droit canonique, et enfin un troisième dans le juste milieu, celui du Châtelet.

74. — Quoique le Code de Procédure Civile n'ait nullement traité de la question, c'est le système du Châtelet qui a prévalu aussi bien dans la jurisprudence que dans la doctrine. On s'accorde donc à admettre la reconvention lorsqu'elle sert de défense à l'action, qu'elle permet la compensation judiciaire ou qu'elle est connexe à la demande principale.

Que l'on admette la reconvention quand elle constitue une défense au fond, rien de plus naturel : la partie attaquée a le droit et même le devoir de se défendre, si l'on adopte les opinions de Ihering. Il faut donc permettre le plus largement possible l'admission de tous les moyens nécessaires à la défense sous forme de demandes reconventionnelles.

Mais en ce qui concerne la compensation judiciaire, on pourrait alléguer contre elle qu'il n'appartient pas au juge

de suppléer à la compensation légale, du moment que les conditions requises pour que celle-ci fonctionne ne sont pas réunies ; on ne voit pas pourquoi le juge retarderait la solution du litige principal pour apprécier et liquider le montant de la reconvention. Cependant on admet communément ce cas parce qu'il est possible de considérer la réplique du défendeur comme l'exercice d'un droit de rétention généralisé, et par suite, pour qualifier sainement l'attitude du défendeur au principal, il est utile d'en tenir compte.

Restent alors les demandes reconventionnelles fondées sur la connexité. Sans revenir sur les avantages de cette dernière, il faut remarquer que la jonction de deux demandes principale et reconventionnelle s'impose ici. En effet, si celle-ci n'était pas admise, il suffirait de la porter comme demande principale devant le tribunal compétent pour en connaître et de se fonder sur l'article 171 du Code de Procédure Civile pour demander le renvoi devant le tribunal saisi de la demande originaire. Dans ces conditions, et pour éviter ce circuit d'actions, il est préférable de joindre immédiatement les deux demandes.

75. — Bien que, d'une manière générale, les principes de la connexité soient généralement appliqués en notre matière, il convient de faire certaines remarques. Que dans la demande reconventionnelle les parties, tout en restant les mêmes, changent de position, l'une de demanderesse devenant défenderesse et inversement, il importe peu ; mais ces parties doivent conserver dans leur nouvelle position la qualité qu'elles possédaient antérieurement dans la demande principale. S'il en était autrement, on ne pourrait plus voir dans cette demande nouvelle l'incident appelé reconvention, mais bien celui de l'intervention. La personne physique serait bien la même, mais la personne juridique, la seule

intéressante au point de vue droit serait différente. Le défendeur serait dans la situation de tiers par rapport aux autres parties en cause dans l'instance originaire, à raison de ce changement de qualité dans la reconvention.

76. — Ces demandes additionnelles et reconventionnelles sont échangées entre les parties dans les conditions que nous venons d'indiquer. Toutefois il n'en est ainsi que lorsqu'elles sont formées en première instance. En appel, ces demandes sont-elles admises lorsque les tribunaux de premier degré n'ont pas eu à les connaître ? Si l'on excepte les demandes reconventionnelles servant de défenses à l'action ou permettant la compensation judiciaire, il faut répondre par la négative à la question ainsi posée. Les demandes incidentes formées par le demandeur et le défendeur, purement connexes, ne peuvent être introduites pour la première fois en appel. Seulement, si tel est le principe, la jurisprudence y apporte une importante dérogation en ce qu'elle permet les demandes nouvelles en appel à la condition que la partie adverse consente à leur admission. Ce consentement peut d'ailleurs être tacite.

77. — La jonction des demandes additionnelles et reconventionnelles exerce une profonde influence au point de vue du ressort, du droit à l'appel, mais il faut distinguer les unes et les autres car leurs conséquences ne sont pas les mêmes.

Les demandes additionnelles, comme leur nom l'indique, doivent être ajoutées à la demande principale et c'est le chiffre total, déterminé ou non, qui fixe le ressort. On ne s'occupe pas des demandes accessoires tels que dépens, intérêts et fruits échus depuis le début de l'instance, dommages et intérêts fondés sur une cause postérieure à l'ajournement et frais en dehors de l'instance. L'article 8 de la loi du

12 juillet 1905 concernant les justices de Paix décide qu'il faut additionner les demandes formées par le demandeur.

Les demandes reconventionnelles émanant du même défendeur doivent être additionnées entre elles, mais elles ne doivent pas être ajoutées à la demande originaire. Chacune des demandes principale et reconventionnelle doit être prise isolément et si l'une des deux dépasse le taux du dernier ressort, qu'il s'agisse soit de la demande principale, soit de la reconvention, l'appel sera possible pour les deux. Etant donné le lien qui les unit et puisqu'elles se servent de support, il est naturel d'admettre qu'elles suivent le même sort. D'ailleurs comment les juges d'appel pourraient-ils apprécier convenablement si les premiers magistrats avaient bien ou mal jugé, alors que le procès ne leur serait dévolu que sur une de ses faces seulement? Cependant les demandes reconventionnelles en dommages et intérêts fondées exclusivement sur le préjudice causé par la demande principale elle-même n'entrent pas en jeu pour la détermination de la possibilité de l'appel. Cette solution s'explique parce que cette demande est ordinairement exagérée, car aucune limite ne peut être posée aux prétentions du défendeur, et qu'elle constitue un moyen malhonnête pour faire pression sur l'esprit de l'adversaire dans l'espoir de l'amener à retirer sa demande sous la menace d'une forte indemnité à payer, le cas échéant. Le législateur, avec raison, a cherché à parer aux inconvénients de cette exagération dans la mesure du possible en décidant que, pour le taux du ressort, seule importerait la demande principale.

78. — Il nous reste à voir comment ces demandes aussi bien additionnelles que reconventionnelles sont introduites. La question est simple, du moins si l'affaire est contradictoire : ce qui est toujours le cas pour les secondes. Ces

demandes sont échangées par voie d'actes d'avoué à avoué sur papier libre non enregistrés, trois jours avant l'audience ; mais du fait que les tribunaux peuvent toujours rouvrir les débats jusqu'au prononcé du jugement, on peut les admettre alors qu'elles ne seraient signifiées que trois jours avant la décision ; c'est ainsi que dans le cas où, au cours de sa plaidoirie, l'avocat modifierait la demande, des conclusions nouvelles devraient être déposées immédiatement à la barre du tribunal pour entériner les modifications. D'ailleurs les conclusions peuvent être prises verbalement à l'audience à charge de les déposer à la barre et de les signifier ensuite à l'adversaire pour qu'il y puisse répondre. C'est la raison du délai de trois jours fixé par la loi. La nullité qui proviendrait de l'inobservation du délai étant d'ordre privé est couverte par le silence de la partie adverse et devrait être opposée immédiatement après sa commission. Remarquons qu'aucune conclusion ne peut être déposée après l'intervention du ministère public qui a donné ses conclusions à l'audience lorsqu'il agit comme partie jointe. Seules des notes sont possibles.

Cette méthode simple des actes d'avoués n'est pas possible en cas de défaut. Il s'agit du défaut faute de comparaître du défendeur, puisque le demandeur doit constituer avoué dans son assignation à peine de nullité. Dans cette hypothèse où un seul avoué, celui du demandeur, se trouve constitué, les demandes additionnelles ne peuvent être faites que par voie d'assignation nouvelle, en observant les mêmes délais de comparution que pour la demande principale. On en profitera en même temps pour réassigner le défaillant.

SECTION II. — LES DEMANDES EN INTERVENTION.

79. — La jonction d'instances peut se produire aussi dans

l'incident au fond appelé intervention que l'on sait être volontaire ou forcée.

Le domaine de l'intervention volontaire est très large et dépasse singulièrement celui de la connexité puisqu'il suffit au moins devant les premiers juges d'avoir un intérêt même moral pour intervenir dans une instance où jusqu'ici on ne figurait pas ; cet intérêt étant d'ailleurs compris très largement par la jurisprudence. Par contre, en appel, la loi se montre plus restrictive. Notre incident au fond est possible en première instance, non seulement lorsque l'on pourra noter une connexité entre la demande principale et la demande en intervention, mais toutes les fois que la partie intervenante a ses intérêts mis en jeu dans l'instance principale. Ainsi au cours d'une action confessoire intentée contre un seul copropriétaire, l'autre pourra intervenir dans l'instance pour soutenir ses droits qui sont les mêmes que ceux de son co-indivisaire. Il y a identité de personne et identité de question de droit portant sur la même chose matérielle, l'existence de la servitude revendiquée, et par conséquent connexité entre les deux demandes. Mais on voit aisément que son intérêt interdit au deuxième copropriétaire de rester étranger au débat. Il n'est donc pas besoin de faire appel à notre notion pour justifier cette intervention.

Certains auteurs l'ont sans doute présentée comme cause d'intervention volontaire ; assurément ce n'est pas inexact mais il n'en découle aucune conséquence.

La connexité n'est guère qu'un accident dans cette forme d'intervention.

80. — L'intervention volontaire est admise d'une manière large parce que la défense de leurs intérêts doit être facilitée aux tiers. Mais en matière d'intervention forcée où l'on contraint une personne à se mêler aux parties déjà

en cause, il faut se montrer plus restrictif. Cette intervention forcée exige d'être bornée à des cas qui méritent cette dérogation aux règles générales de la liberté de l'action en justice.

L'intervention forcée ne doit être possible que lorsqu'un tiers étranger au procès pourrait soulever des difficultés lors de l'exécution de la décision terminant ce litige en déclinant l'autorité de la chose jugée.

Cette condition suffit-elle pour que cette demande en déclaration de jugement commun soit admise ? La connexité a son rôle à jouer ici pour empêcher les abus. Il est nécessaire puisque bien souvent on sera amené à soustraire le tiers à ses juges naturels, que les deux demandes principale et en intervention aient un lien étroit.

Cette exigence se manifeste particulièrement dans une application spéciale de l'intervention forcée : la garantie dont parle à plusieurs reprises le Code Civil et dont le Code de Procédure Civile s'occupe dans les articles 59 § 8 et 175 à 184.

La mise en cause du garant ne sera possible que si la demande en garantie incidente — car il ne peut être question de mise en cause lorsque la garantie est principale — est connexe à la demande originaire.

Nous allons raisonner sur le cas de l'acheteur d'un immeuble assigné en revendication et qui appelle son vendeur en garantie. Dans les deux demandes principale et en garantie il y a certainement une partie commune, le garanti, mais y a-t-il identité de question de droit à l'occasion d'un même objet matériel ? Pour répondre demandons-nous quel est le problème posé au juge dans chacune des deux instances.

Dans la principale, la question posée est une question de

propriété puisqu'il s'agit d'une action en revendication. Dans la garantie, le problème est également relatif au droit de propriété. Si le garant peut prouver son droit de propriété exclusif, le garanti est propriétaire et le demandeur ne l'est pas. Si au contraire le garant n'est pas propriétaire, le garanti ne l'est pas non plus et le revendiquant peut l'être : le garanti devra être indemnisé par son vendeur. Par conséquent les deux demandes principale et en garantie sont donc connexes. C'est ce qui explique que la loi permette la mise en cause du garant dans l'instance principale. Quoique le tribunal saisi de cette dernière ne soit pas normalement celui qui serait compétent si la garantie était principale, le garant n'en devra pas moins venir se défendre devant la juridiction compétente pour l'instance originaire.

81. — Néanmoins toutes les actions en garantie ne sont pas connexes à la demande principale et conséquemment n'entraînent pas la jonction d'instances. Pour que la garantie donne lieu à connexité, il est nécessaire qu'il y ait identité de question telle que nous l'avons indiquée plus haut entre les deux instances, originaire et en garantie : or souvent cette identité manque et aucune mise en cause du garant n'est possible.

Sous une forme différente, la demande en garantie est connexe à la demande primitive lorsque l'obligation de tenir une personne indemne de tous dommages est l'accessoire et la dépendance de l'obligation dont le garanti est lui-même tenu ; en un mot lorsque le garanti est poursuivi moins pour un fait qui lui est personnel que pour le fait d'un tiers. Telle semble être l'idée générale qui guide la Cour de Cassation en cette matière. Au contraire, lorsque l'obligation de garantie résulte d'une convention distincte,

la connexité ne s'y retrouve pas et l'article 181 du Code de Procédure Civile ne peut s'appliquer.

Cependant dans les deux cas, comme le constate De Paepæ, il y a bien l'interdépendance entre l'obligation du garanti et celle du garant : celle-ci ne prenant naissance qu'à la suite de celle-là. Cette subordination constitue le trait distinctif de toute garantie, qu'elle soit connexe à l'instance principale ou qu'elle ne le soit pas. Mais dans le premier cas seul, la jonction des deux instances pourra se produire.

82. — Cette distinction présente une grande importance à raison du développement qu'ont pris les assurances de toutes sortes dans la société actuelle.

Il arrive souvent qu'un assuré poursuivi en paiement de l'indemnité en réparation du dommage qu'il a causé, soit par son fait, soit par celui de personnes dont il doit répondre, soit même par celui des choses dont il a la garde, appelle en garantie son assureur pour que celui-ci soit condamné à payer cette indemnité.

Primitivement la jurisprudence (1) était assez favorable à cette manière de voir et elle admettait assez facilement la mise en cause de l'assureur au cours de l'instance principale, puis vers la fin du siècle dernier un revirement (2), annoncé d'ailleurs par des arrêts antérieurs de cassation, se produisit parmi les juges. Les compagnies d'assurances avaient toujours lutté contre cette jurisprudence qui leur était défavorable en ce qu'elle les attrayait devant des tribunaux éloignés de leur siège central où se trouve leur contentieux. Leur résistance aidant, il est apparu que les prin-

(1) Dijon, 2 juillet 1885. S. 1887. II. 100. Bordeaux, 20 novembre 1885. Toulouse, 3 mai 1888. S. 1890. II. 92.

(2) Cass. 18 mars 1890. S. 1890. I. 469.

cipes de la connexité n'avaient pas lieu de s'appliquer et aujourd'hui la Cour de Cassation n'admet plus la possibilité de joindre les deux instances, celle en garantie de l'assuré contre l'assureur et celle en paiement de la victime du dommage contre l'assuré. En effet la Compagnie d'assurances n'est nullement responsable du fait de son assuré ; il ne peut s'agir de son fait personnel. L'assureur ne connaît pas la victime avec laquelle il ne veut pas entrer en rapport. Aucune identité de question ne peut se poser dans ces deux litiges.

83. — La Cour de Cassation est même allée plus loin dans cette voie de réaction. Elle refuse, en effet, dans le cas où l'assureur a assumé la charge de la direction du procès intenté par la victime à l'assuré, en vertu du contrat d'assurance, de voir dans cette hypothèse une renonciation de l'assureur à la compétence de droit commun. Elle admettait avant son revirement qu'il y avait au contraire acquiescement tacite de l'assureur à la compétence du tribunal saisi par la victime.

La jurisprudence belge est restée fidèle à l'ancienne conception et admet la jonction des deux demandes même lorsqu'il n'y a pas identité de question. Les auteurs sont généralement favorables à cette matière de voir qui a l'avantage d'épargner les lenteurs et les frais d'une nouvelle instance et n'a que l'inconvénient de défavoriser les sociétés d'assurances. Mais il nous semble que puisque dans l'hypothèse que nous envisageons, il n'y a pas de connexité, aucune jonction n'est à prononcer entre la demande de la victime contre l'assuré et l'action de ce dernier contre l'assureur. Sans cette barrière qu'est notre notion, on pourrait aller très loin dans la voie que préconisent les auteurs et permettre le renvoi d'un tribunal à un autre sous pré-

texte d'interprétation d'une même clause du contrat d'adhésion qu'est le contrat d'assurance.

84. — Il y a cependant un cas où à notre avis, il serait possible à la Cour de Cassation de se relâcher de sa rigueur et de revenir partiellement à sa première jurisprudence : c'est lorsque la loi a accordé au créancier une action directe contre le débiteur de son débiteur. Nous ne visons pas maintenant l'hypothèse où le titulaire de l'action exerce à la fois son action ordinaire contre son propre débiteur et son action directe contre le débiteur de ce même débiteur, hypothèse qui rentre dans le domaine d'application de l'article 59 § 2 du Code de Procédure Civile. Il s'agit de l'action du débiteur contre son débiteur lorsqu'il est attaqué par le titulaire de l'action directe qui néglige d'en faire usage et plus particulièrement des relations entre assuré et assureur.

En vertu des lois du 19 février 1889 et du 28 mai 1913, incorporées et généralisées par la grande loi du 13 juillet 1930, l'assureur ne peut payer à un autre que le tiers lésé tout ou partie de la somme due par lui tant que la victime n'a pas été désintéressée. Supposons que le tiers lésé n'exerce pas l'action directe, que la loi de 1930 lui a accordée contre l'assureur et qu'il poursuive l'assuré. Celui-ci peut-il dans ce cas mettre en cause son assureur dans l'instance principale, puisque la créance de l'auteur du dommage contre la compagnie d'assurances est bloquée au profit de la victime qui bénéficie d'un véritable privilège sur le montant de cette somme en échappant au concours des créanciers de son débiteur ? Cela permettrait à l'assuré de satisfaire aux prétentions de son créancier et à l'assureur d'exécuter ses obligations. N'est-ce pas la loi elle-même qui a établi le lien qui

existe entre les deux obligations ? Le paiement effectué par l'assureur à la victime libère l'assuré de son obligation dans la mesure du montant du versement effectué. Dans les cas ordinaires où aucune action directe n'est accordée, l'assureur peut ignorer la victime ; aucune relation juridique n'existe entre eux ; on comprend alors qu'aucune mise en cause de l'assureur ne puisse avoir lieu. Ici, au contraire, la compagnie d'assurances ne peut plus ignorer le tiers lésé ; celui-ci a un droit direct et immédiat contre elle en vertu de la stipulation faite à son profit par l'assuré. Toutes ces raisons nous amènent à admettre la jonction des deux instances, celle de la victime contre l'assuré et celle de ce dernier contre la société d'assurances, pour que la substitution souhaitée par le législateur de 1930 se réalise. Dira-t-on que l'assureur peut soulever des questions relatives au contrat d'assurance et étrangères par conséquent au litige originaire pendant entre l'assuré et la victime. On rétorquera qu'en matière de garantie il en peut être de même. L'article 181 du Code de Procédure n'en décide cependant pas moins dans le cas de déni de garantie par le prétendu garant que celui-ci n'en sera pas autrement dispensé de procéder devant le juge saisi de la demande qui donne lieu à garantie. Ne pourrait-on pas assimiler au déni de garantie les difficultés naissant de l'application du contrat d'assurance. Il ne semble pas qu'il y ait quelque obstacle à cette assimilation.

85. — La jurisprudence est même allée trop loin. Dans des cas où il y a connexité la Cour de Cassation a refusé la jonction d'instances prétextant qu'elles étaient principales et indépendantes. Elle s'est trouvée en particulier en présence d'une application de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail et elle a prétendu que cette loi étant d'ordre public aucune jonction ne pouvait avoir lieu. Il s'agissait,

d'une part, de l'action en paiement d'indemnité appartenant à l'ouvrier victime d'un accident du travail contre son patron et d'autre part, de l'action en responsabilité réservée par l'article 7 de la loi du 9 avril 1898 à l'ouvrier ou à ses représentants et à leur défaut au chef de l'entreprise contre le tiers auteur de l'accident. La Cour de Cassation, le 4 décembre 1928 (1) a refusé d'admettre la mise en cause du tiers dans la première instance exercée contre le patron sous prétexte qu'il n'y avait pas connexité. Les motifs donnés à l'appui de cette solution sont peu convaincants. Comment la Cour Suprême a-t-elle pu s'appuyer sur cette notion aussi peu précise, contingente, variable, dans le temps et dans l'espace qu'est l'ordre public ? En matière de responsabilité délictuelle même fondée sur la théorie du risque (article 1384 du Code civil), la Cour de Cassation décide qu'il s'agit là d'une matière d'ordre public à laquelle il n'est pas permis de déroger et cependant elle n'en admet pas moins le jeu de la connexité.

Quant au deuxième motif, on ne peut raisonnablement soutenir qu'il soit bien probant. La connexité n'exige nullement que l'une des demandes soit l'accessoire de l'autre et l'on a vu plus haut que la jurisprudence elle-même décide que dans l'hypothèse où les deux instances connexes sont principales le tribunal de renvoi est celui qui a été saisi le premier. Elle admet donc la possibilité de deux instances principales et indépendantes connexes. Il n'y a pas lieu ici de faire exception au principe.

La théorie de la garantie doit recevoir son application. Le patron est sans doute poursuivi quelle que soit sa faute, n'en eut-il même commis aucune ; mais dans le cas de

(3) Cass. 4 décembre 1928. S. 1929.1.67,

l'achat d'un immeuble revendiqué plus tard, l'acheteur poursuivi par le prétendu propriétaire est-il en faute ? Cependant on lui permet d'appeler en garantie son vendeur seul responsable. Pourquoi la Cour de Cassation refuse-t-elle au patron la possibilité de joindre les deux instances, celle de l'ouvrier contre lui et celle qu'il exerce en vertu de l'article 7 contre le tiers ? Ce dernier seul est responsable de l'accident, comme le vendeur l'est du vice qui peut atteindre le droit de propriété de l'acheteur.

Cette jurisprudence ne se justifie à aucun point de vue ; elle est en complète contradiction avec les principes de la connexité et de la garantie. On ne peut que s'étonner de voir la Cour de Cassation adopter cette solution ; elle y a été amenée sans doute par le mouvement de réaction que nous avons noté plus haut. Il est probable qu'elle admettra un jour ou l'autre le jeu de la connexité dans notre hypothèse.

86. — En matière d'intervention, à l'inverse de ce qui se passe pour les demandes additionnelles et reconventionnelles, on admet cet incident aussi largement en appel qu'en première instance. Il n'y a d'exception à ce principe qu'en ce qui concerne l'intervention agressive que la loi n'admet en appel qu'au profit des tiers susceptibles de faire opposition au jugement de première instance. L'intervention forcée a été admise à se produire pour la première fois en cassation. Par conséquent les plaideurs voient leurs intérêts bien protégés. Mais cette question en amène une autre. Il nous faut parler de la possibilité de cette grande voie de recours qu'est l'appel lorsque l'intervention s'est produite devant les premiers juges : il est nécessaire de distinguer plusieurs hypothèses. Si la demande originaire est en dernier ressort alors que la demande en garantie incidente est en premier degré, l'appel est seulement possible pour cette

dernière. Il n'y a aucune raison qui motive l'admission de l'appel pour la demande originaire, car celle-ci n'est nullement influencée par l'instance en garantie incidente. Par contre, lorsque la demande principale est seule en premier ressort, elle entraîne la possibilité de l'appel pour la demande en garantie. Cela s'explique à raison de l'influence qu'exerce la première sur la seconde ; il est bien certain que si la demande originaire est rejetée en appel, la demande en garantie n'a pas à jouer. Ce que nous venons de dire s'applique à l'intervention forcée.

Quant à l'intervention volontaire agressive, où l'intervenant joue un rôle personnel puisqu'il défend ses propres intérêts distincts de ceux engagés antérieurement à son entrée en cause, il semble qu'il faille admettre l'absence d'influence du taux du ressort de l'une sur l'autre. Par conséquent, l'intervention pourra donner lieu à appel sans que la demande originaire soit susceptible de ce recours, et inversement celle-ci pourra être en premier ressort sans qu'appel puisse être porté sur la demande en intervention. Ces deux actions sont donc indépendantes.

Dans l'intervention conservatoire, il y a en quelque sorte confusion entre l'instance primitive et l'intervention de sorte que la possibilité de l'appel dépendra uniquement du taux du ressort de la demande originaire.

87. — Pour terminer notre exposé sur l'intervention, il ne nous reste plus qu'à montrer comment se produit l'intervention. En matière d'intervention volontaire, c'est par voie de requête contenant les moyens de l'intervenant qu'il faut procéder. Elle est présentée par un avoué qui s'y constitue au tribunal auquel il appartient de prononcer l'admission de l'intervention par un jugement si les parties déjà en cause élèvent à son sujet des protestations. Cette requête

constitue pour le tiers une demande principale et doit être signifiée aux autres parties par actes d'avoué à avoué si toutes ont un avoué, sinon par voie d'assignation à la partie défaillante. A raison du fondement de cette intervention on ne peut lui fixer de délai pour son introduction puisque c'est seulement lorsque le préjudice qu'il subit dans l'instance s'est produit, que l'intervenant acquiert un intérêt suffisant pour former son intervention. Cependant, comme il faut bien fixer une période de temps passé laquelle l'intervention ne pourra plus se produire, nous pensons qu'il convient de la limiter au jour du jugement, à moins qu'elle ne retarde outre mesure la décision sur la demande principale. Le délai de trois jours posé pour les demandes additionnelles et reconventionnelles qui s'explique par la nécessité d'accorder le temps nécessaire à la préparation de la réponse, serait bien restreint ici pour avoir connaissance du préjudice subi et présenter la requête d'intervention. D'ailleurs, en matière de saisie immobilière, n'admet-on pas les intéressés, qui n'ont pas reçu sommation de prendre communication du cahier des charges, à proposer des modifications à ce dernier jusqu'au jour de l'adjudication. Ces raisons valent devant toutes les juridictions puisque l'intervention est possible devant toutes, à l'exception de la juridiction gracieuse où seule l'intervention conservatoire est admise (4). Cette exception s'explique par l'absence de tout adversaire et de tout litige en matière gracieuse : l'intervention d'un tiers, sauf si elle n'était que conservatoire, ferait perdre à l'instance son caractère gracieux.

Lorsqu'il s'agit d'intervention forcée, c'est par voie d'assignation que l'on met en cause le tiers, s'il est resté jusque-

(4) Fr. Goyet. La Chambre du Conseil en matière civile.

là en marge du procès. En matière de garantie incidente, le délai est fixé impérativement par la loi dans la même mesure que celui des ajournements, lorsque c'est le défendeur qui invoque l'exception. En fait, l'appel en garantie est possible en tout état de cause, mais le garant n'est pas obligé d'accepter la cause dans la situation où elle se trouve au moment où il est appelé ; il pourra faire déclarer cette demande en garantie mal fondée et d'autre part faire prononcer la disjonction des deux demandes originaire et en garantie afin de ne pas retarder la décision sur la première. Le délai fixé par l'article 175 du Code de Procédure Civile ne vaut que comme cause de suspension de l'instance en matière d'exception dilatoire. Sa brièveté s'explique par le désir du législateur de ne pas allonger les débats outre mesure.

SECTION III. — LES DEMANDES FORMÉES EN VERTU DE L'ARTICLE 59 § 2.

88. — L'article 59 § 2 du Code de Procédure Civile est ainsi conçu : « S'il y a plusieurs défendeurs (le demandeur pourra les assigner) devant le tribunal du domicile de l'un d'eux au choix du demandeur ».

On a quelquefois considéré cet alinéa dans la doctrine comme une exception à la règle *actor sequitur forum rei*, alors qu'il s'agit bien plutôt d'une simple application de ce principe à un cas particulier. Comme l'espèce se présente assez fréquemment, il est intéressant de l'étudier et de se demander dans quelles conditions cet alinéa 2 s'applique. Elles sont au nombre de trois.

89. — La première exige qu'il y ait pluralité de défendeurs, mais il faut ajouter de défendeurs principaux : il arrive en effet qu'un créancier se trouve en présence de

plusieurs débiteurs dont l'un est principal et les autres accessoires. Le cas se présente dans le cautionnement. Dans ce cas le créancier ne peut saisir que le tribunal du domicile du débiteur principal et non celui de la caution. C'est à cette dernière de venir devant le tribunal du domicile du débiteur principal et non à celui-ci d'aller devant le juge de la caution. On ne peut pas dire en effet, qu'il y ait pluralité de défendeurs parce que seul le débiteur principal est tenu directement de la dette, la caution n'y est tenue qu'accessoirement, à défaut de paiement par le débiteur. Cette condition peut parfois se trouver réalisée et cependant ne pas permettre l'application de notre article, parce qu'il peut se faire qu'un créancier n'ayant qu'un seul débiteur au domicile éloigné, assigne en même temps un tiers quelconque, complice généralement, dont l'intérêt dans la contestation est à peu près nul. Grâce à ce débiteur fictif, au domicile proche, le créancier pourra attirer son véritable débiteur en vertu de l'article 59 § 2 du Code de Procédure Civile devant un tribunal plus commode pour lui. Dans cette hypothèse, le défendeur sérieux demandera au tribunal de se dessaisir, motif pris de la fraude à la loi commise par le demandeur et cette fraude pourra être prouvée par tous moyens et en particulier par l'absence d'intérêt du codéfendeur.

Supposons qu'il y ait bien réellement pluralité de défendeurs. La loi nous dit qu'il sera possible de les assigner au domicile de l'un d'eux au choix du demandeur. Ce choix est limité par le texte même parce que la distinction entre le domicile et la résidence reprend ici toute sa valeur. En conséquence, d'après les termes légaux, le demandeur ne devra tenir compte que du domicile, en sorte que si l'un des codéfendeurs n'a pas de domicile connu de son créan-

cier, celui-ci ne pourra assigner qu'e devant le tribunal du domicile de l'autre codéfendeur. Ce n'est que si l'assignant ignorait les domiciles de tous ses codébiteurs qu'il pourrait les citer tous devant le tribunal de la résidence de l'un d'eux. Le bon sens exige que l'article 59 § 2 joue dans le cas de pluralité de résidences comme dans celui de pluralité de domiciles.

90. — Mais encore est-il nécessaire que la compétence du tribunal à saisir soit déterminée par le domicile du défendeur afin que le choix du demandeur prévu par les rédacteurs du Code de Procédure Civile, puisse s'exercer. Telle est la deuxième condition exigée pour l'application de l'alinéa 2 de l'article 59. Il nous faut voir les actions pour lesquelles le domicile détermine la compétence. Le législateur n'a parlé dans le texte que des actions personnelles. Il n'est pas douteux qu'il faut étendre le domaine d'application de l'article 59.

En matière personnelle cet alinéa s'appliquera pleinement puisque le domicile est le lieu où une personne est censée être pour l'exercice de ses droits et l'exécution de ses obligations. La règle *actor sequitur forum rei* recevra, de même, application en matière mobilière. Les meubles n'ont pas d'attache fixe avec le lieu où ils se trouvent ; on les groupe arbitrairement au domicile de leur possesseur. Les questions d'état et de capacité difficiles à ranger dans les classifications juridiques à raison de leur nature particulière doivent être tranchées par le tribunal du domicile de la personne dont l'état et la capacité sont en jeu.

Les actions mixtes soulèvent plus de difficultés à raison de leur double compétence. Cependant l'article 59 doit être appliqué à condition que le choix du demandeur se porte sur la compétence du domicile et non sur celle du lieu où est

situé l'objet, car alors nous ne sommes plus dans les termes de la loi.

Toutes les fois que le tribunal à saisir n'est pas déterminé par le domicile, l'article 59 § 2 du Code de Procédure Civile ne s'applique pas et c'est vers d'autres articles qu'il faut se retourner pour joindre deux instances aux défendeurs différents.

91. — Ces deux conditions ne suffisent pas. Les instances intentées contre chaque défendeur doivent être connexes. Le Code de Procédure n'a pas édicté cette condition, mais le bon sens l'impose et la doctrine et la jurisprudence sont généralement d'accord pour l'admettre.

Le bon sens nous dit en effet qu'on ne peut pas réunir dans la même assignation des demandes dissemblables concernant des personnes juridiques différentes, qui s'ignorent et n'ont aucun intérêt commun. Les inconvénients que nous avons signalés au début réapparaîtraient. Non seulement cette manière de faire favoriserait la fraude ; ce que le législateur n'a certainement pas voulu ; mais elle permettrait la violation de nombreuses règles de compétence territoriale édictées en faveur du défendeur. Les parties se verraient alors privées des délais de procédure qui leur ont été accordés pour leur permettre de préparer leur défense. Certains tribunaux seraient saisis d'affaires uniquement à raison de leur situation et leur encombrement gênerait la bonne marche de la procédure. En particulier, les grosses sociétés qui ont leur contentieux à Paris abuseraient de ce texte et assigneraient leurs adversaires devant les tribunaux de la Seine et cela d'autant plus aisément que dans les contrats qu'elles passent, elles sont les plus fortes économiquement. Enfin, grâce à la pluralité des défendeurs l'article 49 § 6 du Code

de Procédure civile permettrait trop facilement de se soustraire au préliminaire de conciliation.

Par conséquent nous ne pensons pas qu'il convienne d'assigner dans le même exploit d'ajournement des parties **totale**ment étrangères entre elles.

92. — A ces trois conditions l'article 59 § 2 recevra application et permettra de citer les différents défendeurs devant le même tribunal. Le demandeur choisira parmi les juridictions compétentes pour connaître des litiges celle qu'il préfère, et, si les conditions que nous venons d'énumérer se trouvent réunies, les défendeurs ne pourront pas se plaindre du choix du demandeur.

Cependant la Cour de Cassation décide que malgré la réunion de ces trois conditions, il doit être fait exception à l'article 59 lorsque la compétence d'un tribunal est fixée impérativement par la loi. Dans ce cas le choix du demandeur ne peut plus s'exercer et son droit de saisir une juridiction est limité étroitement par le législateur. Il en est ainsi en matière de vente d'engrais où le domicile de l'acheteur détermine le tribunal compétent.

93. — A côté de cette jonction d'instances qu'opère l'article 59 § 2 ne peut-on trouver un autre effet du texte que nous étudions ? Ce que nous venons de dire s'applique lorsque l'article 59 joue en première instance ; il nous faut voir maintenant quelle influence il a sur le droit à l'appel relativement aux diverses demandes jointes. Pour déterminer le taux du ressort faut-il additionner les diverses instances ou ne tenir compte que de la plus élevée ? L'article 9 de la loi du 12 juillet 1905 sur les justices de paix se prononce pour cette dernière solution. Par conséquent si la demande la plus élevée est en dernier ressort aucun appel n'est possible, même si le total des demandes dé-

passe le taux de dernier degré, mais si la prétention la plus forte excède le minimum fixé pour l'appel, cette voie de recours est alors ouverte pour toutes. La jurisprudence admet les mêmes solutions à l'égard des autres juridictions. La doctrine est plus rétive et estime que ce texte est spécial aux justices de paix et constitue une dérogation au principe général. Mais comme la jurisprudence se prononçait en ce sens avant la loi de 1905 en se fondant sur l'article 1220 du Code Civil, il semble bien que le législateur ait voulu ratifier cette manière de voir par la loi sur les justices de paix et non apporter une exception à un principe général. En tous cas, on peut raisonnablement soutenir que les motifs qui ont déterminé le législateur à admettre cette solution pour les justices de paix valent pour toutes les autres juridictions.

SECTION IV. — LES DEMANDES PRINCIPALES CONNEXES.

94. — Jusqu'ici nous avons étudié la jonction d'instances connexes accessoires et incidentes ou même principales mais dont la réunion a eu lieu dès l'assignation. Il nous faut voir maintenant comment s'opère la jonction d'instances principales connexes nées de deux assignations différentes et qui ont eu jusqu'à leur réunion une vie séparée et indépendante. Nous allons supposer ici que les deux demandes principales connexes sont devant le même tribunal si ce dernier n'a qu'une seule chambre ou devant la même chambre d'un tribunal s'il en comporte plusieurs. Ces hypothèses peuvent se présenter soit que les instances y aient toujours existé, le tribunal étant normalement compétent pour les deux, soit que l'une d'elles ait fait l'objet d'un renvoi devant cette juridiction.

95. — La jonction est demandée au tribunal par voie de

simples conclusions déposées à la barre trois jours avant l'audience, mais cette manière de procéder n'est possible que lorsque les deux instances sont contradictoires. Si l'une d'elles est par défaut, il faudra utiliser la voie de l'assignation pour informer le défaillant qui n'a pas constitué avoué, de la jonction demandée.

Lorsqu'il s'agit d'ordres, c'est par un dire inséré au procès-verbal d'ordre que le poursuivant provoque la jonction. Le juge-commissaire la prononce par une ordonnance insérée dans le procès-verbal à la suite du dire.

Pour les saisies immobilières, on sait que si la deuxième saisie est plus ample que la première, tout en portant sur des biens compris dans la même circonscription hypothécaire, le deuxième poursuivant doit dénoncer au premier par acte d'avoué sa propre saisie afin que le premier saisissant l'amène au point où en est sa saisie et fasse joindre alors les deux, mais il n'en sera ainsi que s'il n'en doit résulter aucun retard préjudiciable à la saisie première en date. La même solution doit être suivie si les deux saisies portent sur des biens différents, s'ils sont situés dans le ressort d'une même conservation des hypothèques.

96. — Mais revenons aux matières ordinaires. Le tribunal sur les conclusions dont il a été saisi rend un jugement qui prononce ou refuse la jonction ; il est à remarquer que les juges pourraient se prononcer sur la jonction dans le jugement sur le fond lui-même, lorsque l'instruction le permet. Le tribunal est libre de prononcer cette réunion s'il y trouve des avantages suffisants ; par contre si une seule des demandes est en état de recevoir une solution immédiate, il peut disjoindre les deux instances pour statuer sur l'une et l'autre par des jugements séparés, mais il n'en demeure pas moins saisi valablement des deux.

Ce jugement de jonction est-il susceptible d'appel immédiat? Il faut distinguer suivant qu'elle est prononcée à la suite d'un renvoi ou sans renvoi. Dans le premier cas la jonction ne constitue à vrai dire qu'une simple exécution de la décision ordonnant le renvoi : il convient de refuser le droit à l'appel sur la jonction puisque la demande de renvoi est susceptible de cette voie de recours. La partie qui aurait à se plaindre de la réunion des deux instances n'est donc pas dépourvue de moyens de droit pour obtenir satisfaction. D'ailleurs admettre l'appel sur la jonction dans cette hypothèse ne peut que ralentir la marche de la procédure et annihiler les avantages que l'on attendait de la réunion. Dans le deuxième cas, le problème peut présenter des difficultés. Tout dépend du point de savoir si le jugement ordonnant la jonction est préparatoire ou définitif sur un incident. Si le jugement est préparatoire il n'est susceptible d'appel qu'avec le jugement sur le fond ; au contraire s'il est définitif, appel immédiat pourra être porté devant la juridiction supérieure.

La Cour de Cassation a jugé à maintes reprises et depuis fort longtemps que ce jugement sur la jonction, ne préjugeant en rien le fond et ne renfermant que des éléments rétractables d'instruction, est simplement préparatoire et par conséquent non susceptible d'appel ou de pourvoi en cassation immédiat.

La Cour de Cassation belge est du même avis ajoutant que ce jugement ne fait en rien pressentir la recevabilité ou l'irrecevabilité de l'une ou l'autre des deux demandes.

Cependant certaines cours d'appel ont jugé que cette jonction peut causer un préjudice réel à l'une des parties à raison de la plus grande lenteur de l'instruction et ont admis qu'appel séparé puisse être porté immédiatement devant les

juges de second degré. De Paepe estime qu'il en doit être ainsi lorsque la jonction influe sur la compétence d'attribution.

97. — Les juges peuvent ordonner cette jonction soit d'office (1) soit à la requête de l'une quelconque des parties. On explique ces solutions de la même manière que la question d'appel, en disant qu'il s'agit d'une simple mesure d'instruction qui ne détermine en rien le sens dans lequel le tribunal se prononcera sur le fond et qui n'avantage aucune partie au détriment de l'autre.

Par le fait de la jonction, l'instruction des deux affaires va se poursuivre simultanément jusqu'au jugement unique, mais qui comprendra autant de chefs distincts que de demandes connexes. D'après De Paepe le caractère différent des instructions n'est pas à considérer. Cependant il est susceptible d'entraîner certaines difficultés et d'entraver la marche de l'une des instances. Le tribunal peut parfaitement disjoindre les deux demandes, prononcer sur l'une immédiatement et attendre pour statuer sur l'autre que la procédure soit en état. Sur ce point le tribunal est entièrement libre et la Cour de Cassation n'exerce aucun contrôle.

Avec cette section se termine le chapitre consacré à la jonction d'instances.

(1) Cass. 30 novembre 1852. S. 1854.1.21.

CHAPITRE IV

Le Sursis.

98. — La connexité produit un quatrième effet qui ne lui est d'ailleurs pas particulier. Elle entraîne dans certaines circonstances, le sursis. C'est la mesure qui consiste à suspendre l'instruction d'une affaire pendant un certain temps pour la reprendre au point où on l'avait laissée.

Le sursis ainsi compris se présente dans de nombreuses hypothèses. Toutes les fois que deux instances doivent être jointes et ne se trouvent pas au même degré d'instruction, on demande au tribunal de surseoir au prononcé du jugement ou de suspendre la procédure du litige le plus proche de sa solution, pour permettre à l'autre d'arriver au même stade et de recevoir sa décision en même temps que la première. La matière des saisies immobilières nous offre un exemple légal.

Lorsque deux saisies immobilières portent en partie sur les mêmes biens, le premier poursuivant, sur la dénonciation qui lui est faite de la seconde saisie, doit immédiatement suspendre la procédure de la première et amener la deuxième au niveau de celle-là.

De même la règle de l'identité de degré empêche assez souvent la connexité de fonctionner. Il en est ainsi lorsque le tribunal civil est saisi de deux affaires connexes l'une en premier degré, l'autre en appel. Il y a donc impossibilité de joindre les deux instances, mais aucun texte ne s'oppose à ce que les juges surseoiennent sur la plus avancée pour les ins-

truire concurremment tout en prononçant deux jugements distincts. Cette manière de faire permet également de suppléer le renvoi pour connexité, inexistant en matière gracieuse, sans trop d'inconvénients. Le sursis constitue donc une mesure avantageuse pour obtenir une bonne justice et éviter toute contrariété de décisions.

99. — Les juges peuvent certainement accorder ce sursis ; ils en ont parfaitement le droit. Les arrêts de la Cour de Cassation sont formels en ce sens ; mais les juges doivent-ils obligatoirement prononcer le sursis lorsque l'une des parties la demande ? La Cour Suprême n'hésite pas à déclarer que la décision qui accorde ou refuse le sursis en vue par exemple d'une jonction d'instances, émane du pouvoir discrétionnaire du juge du fait. (Req. 17 juin 1922 (1)). Celui-ci a donc pleine liberté pour donner satisfaction à la demande de la partie. Il se décidera suivant l'état des demandes, suivant les avantages et les inconvénients qui résultent du sursis dans l'espèce envisagée.

La Cour Suprême a soin d'ajouter que cette décision sur le sursis n'a aucun caractère contentieux (2) et qu'elle n'a pas besoin d'être motivée. Cette non-motivation s'explique facilement puisque la Cour de Cassation n'exerce aucun contrôle sur le jugement qui accorde ou refuse le sursis. On ne pourrait d'ailleurs pas réclamer le bénéfice du sursis en s'appuyant sur l'article 171 (3) du Code de Procédure Civile. Celui-ci est fondé sur des motifs de droit sur lesquels la Cour Suprême peut exercer sa censure ; au contraire le sursis se fonde uniquement sur des motifs de simple opportunité, de sorte qu'elle écarte le pourvoi en cassa-

(1) Req. 17 juin 1922. S. 1922.1.248.

(2) Cass. 13 mars 1912. S. 1914.1.178.

(3) Cass. 27 janvier 1904. S. 1907.1.497.

tion dirigé contre la décision rendue sur la demande de sursis.

100. — Cette suspension de la procédure utile à tous points de vue, se révèle nécessaire, lorsque la connexité existe entre deux instances dont l'une est civile et l'autre pénale ou administrative. Dans ce cas aucun renvoi n'est possible. Il est cependant naturel que l'on cherche à éviter une contrariété éventuelle de décisions. En matière pénale, le droit a pris les devants lorsqu'il a posé la règle que « le Criminel tient le Civil en état ». Le sursis est alors de plein droit et le tribunal civil ne peut statuer tant que la juridiction répressive ne s'est pas prononcée.

En matière administrative, à part la procédure dite du Conflit qui dessaisit soit définitivement soit temporairement le tribunal civil ou la Cour d'Appel, aucun texte n'a édicté une règle analogue à celle qui existe en droit pénal. Si le sursis n'est pas en cette matière ipso jure, il n'est pas moins nécessaire de l'accorder toutes les fois qu'il y a connexité entre une demande civile et une demande administrative.

Le domaine du sursis est donc très vaste et son importance se mesure à l'utilité qui en découle. Ce procédé permettant d'éviter des décisions inconciliables, en des matières où aucun renvoi n'est admis, facilite le jeu de la connexité dans des hypothèses où légalement elle ne pourrait fonctionner.

Conclusion générale.

101. — La Connexité joue un rôle important en procédure civile par la prorogation de compétence, le renvoi, la jonction d'instance et le sursis.

Son influence ne s'est cependant pas limitée à ce domaine. Elle a débordé le cadre de la procédure civile pour venir s'exercer jusque dans le droit civil.

De longue date, puisque cette influence remonte au droit romain, elle a servi à perfectionner des notions juridiques, à assouplir des voies de droit et à nuancer les sanctions des prérogatives des parties.

C'est grâce au développement des prescriptiones ab actore aut ab reo que le droit romain postclassique a pu connaître des actions complexes aux chefs variés. L'un des exemples les plus remarquables du droit romain est fourni par l'action en revendication, qui, à ses éléments réels primitifs, a joint sans cesse d'autres éléments, ceux-ci personnels, au point que cette action s'est vue attribuer à l'époque de Justinien les règles attribuées généralement aux actions personnelles. On pourrait argumenter de même sur la *Petitio hereditatis*. La connexité les a transformées, et ce qu'elle a fait en droit romain elle l'a fait en droit français. Si à l'heure actuelle cette transformation ne nous apparaît pas aussi nettement, c'est qu'à raison du développement pris par la connexité, notre esprit est accoutumé à ces amalgames juridiques, à ces synthèses comparables à celles que les chimistes exécutent chaque jour dans leurs laboratoires. Pour nous le laboratoire est remplacé par le prétoire où les hypothèses

les plus complexes et les plus invraisemblables surgissent au milieu des instances banales qui encombrant les rôles des tribunaux. Ce sont elles qui nous fournissent les éléments de toute théorie, qui donnent la faculté de saisir les relations juridiques dans leur réalité et qui, forçant l'intelligence à analyser les notions de droit, permet de les approfondir en les rapprochant entre elles. La connexité n'a donc pas seulement un intérêt au point de vue pratique, elle en présente également un au point de vue doctrinal.

En montrant dans toute sa complexité le fonctionnement des différents rouages de la justice, elle aide à mieux comprendre les rapports qui s'établissent entre le droit civil, puisqu'il faut identité de question, et la procédure civile, parce que les règles de compétence n'admettent pas toujours des dérogations. Ces relations entre le fond du droit et la forme de l'action sont intéressantes à noter : elles prouvent l'importance théorique de la notion que nous venons d'étudier, dans notre législation actuelle.

Vu :

Le Président de la thèse,
MOREL.

Vu :

Le Doyen :
E. ALLIX.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
G. ROUSSY.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages	Nos
INTRODUCTION	7	1
CHAPITRE PREMIER. — Importance de la Connexité.	9	2 à 8
CHAPITRE II. — Définition de la Connexité.	15	9 à 13
CHAPITRE III. — Rôle de la Cour de Cassation . . .	21	14 à 17
PREMIÈRE PARTIE		
Les limites de la notion de Connexité.	25	18
CHAPITRE PREMIER. — La notion de Litispendance.	26	19 à 22
CHAPITRE II. — Analyse des Eléments de la Connexité	29	23
Section I. — Les Parties	29	24 à 29
Section II. — L'objet	35	30 à 33
Section III. — La cause	40	34 à 37
CONCLUSION	45	38
DEUXIÈME PARTIE		
Les effets de la Connexité. .	49	39
CHAPITRE PREMIER. — La Prorogation de Compé- tence.	51	40
Section I. — La Compétence Territoriale .	51	41 à 46
Section II. — La Compétence d'attribution.	56	47
a) Tribunaux de droit commun.	57	48
b) Tribunaux d'exception	59	49
c) Matières spéciales	62	50 à 52
Section III. — La Connexité dans les rap- ports des tribunaux fran- çais avec les tribunaux étrangers	67	53
CONCLUSION	69	54
CHAPITRE II. — Le Renvoi pour connexité.	70	55
Section I. — L'exception de connexité . .	70	56 à 64
Section II. — Le Règlement de juges. . . .	81	65 à 70
CHAPITRE III. — La jonction d'instances.	88	71
Section I. — Les demandes additionnelles et reconventionnelles	88	72 à 78

	Pages	N ^{os}
Section II. — Les demandes en interven- tion	94	79 à 87
Section III. — Les demandes formées en vertu de l'article 59 § 2 du C. P. C.	106	88 à 93
Section IV. — Les demandes principales con- nexes	111	94 à 97
CHAPITRE IV. — Le sursis	115	98 à 100
CONCLUSION GÉNÉRALE	118	101

BIBLIOGRAPHIE

- AUBRY et RAU. — Cours de Droit civil français, 4^e édit. 1872.
- BAUDRY-LACANTERIE. — Précis de Droit civil, 1897.
- BERRIAT SAINT-PRIX. — Cours de Procédure Civile, 6^e édit. 1835.
- BOITARD. — Leçons de Procédure Civile.
- BONFILS. — Traité élémentaire de Procédure Civile, 2^e édit. 1897.
- CARRE et CHAUVEAU. — Lois de Procédure civile et commerciale, 5^e éd. 1880.
- DAGUIN. — De l'exception de chose jugée.
- DEMOLOMBE. — Cours de Code Napoléon, 1881.
- FOUCHER. — Lois de la Compétence.
- FUZIER HERMANT. — Répertoire général de droit français.
- GARSONNET. — Cours de Procédure Civile, 1882.
- GLASSON. — Précis théorique et pratique de Procédure Civile, 1902.
- GLASSON, TISSIER et MOREL. — Traité de Procédure Civile, 1925.
- GOYET. — La Chambre du Conseil en matière civile, 1933.
- MARCADÉ et PONT. — Explication du Code Civil, 1880.
- MERLIN. — Questions de droit.
- MOREL. — Traité élémentaire de Procédure Civile, 1932.
- DE PAEPE. — Etudes sur la Compétence Civile, 1889.
- PLANIOL. — Traité élémentaire de Droit civil, 1900.
- PONCET. — Traité des actions.
- POTHIER. — Traité de Procédure Civile.
- RAVIART. — Traité formulaire de Procédure générale, 1933.
- RODIÈRE. — Cours de Compétence et de Procédure Civile, 4^e édit.
- ROUSSEAU et LAISNEY. — Dictionnaire de Procédure Civile, 2^e éd. 1886.
- TISSIER, DARRAS, LOUCHE-DESFONTAINES. — Code de Procédure annoté, 1904.
- THOMINE-DESMAZURES. — Commentaire du Code de Procédure Civile, 1831.

